



COLEACP :
40 ANNÉES AU SERVICE
DU DÉVELOPPEMENT



Rapport annuel 2014

Tendances post 2015



COLEACP

1

AVANT-PROPOS p.4



2

ASSOCIATION p.10



3

LES PROGRAMMES DU
COLEACP p.30



4

VIE DU RÉSEAU ET
PARTENARIATS p.38



COLEACP

RAPPORT ANNUEL 2014

5

PERSPECTIVES 2015 p.42



6

MINI FICHES PAYS
p.46



7

TÉMOIGNAGES p.54



1

AVANT-PROPOS

2014 est le point de départ de changements importants pour le COLEACP. Ses deux programmes phares, PIP et EDES arrivant à échéance en 2015, le COLEACP a consacré cette année à, d'une part, affiner la méthodologie qu'il a développée dans le cadre de ses deux programmes et, d'autre part, profiler cette méthodologie dans la perspective de ses développements futurs. Il a également profité de cette année « presque-charnière » pour jeter les jalons de sa nouvelle stratégie de soutien au secteur privé agroalimentaire des pays en développement.

Un partenariat public-privé tourné vers le secteur agroalimentaire

L'Union européenne a fait de l'agriculture et du secteur privé les priorités de sa politique de développement. L'Agenda pour le Changement, qui définit cette politique depuis 2011, énonce clairement que *le soutien à l'agriculture et au développement de secteurs privés locaux compétitifs, notamment le développement de capacités locales des institutions et de l'activité économique, à travers le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux coopératives*, doit guider les choix des actions de terrain, notamment celles qui seront privilégiées dans le cadre de la programmation du 11^e Fonds européen de développement (FED).

Le COLEACP est une association sans but lucratif créée en 1973 comme organisation professionnelle du secteur des fruits et légumes ACP-UE. C'est aussi aujourd'hui un outil d'assistance technique au service de la coopération au développement de l'UE. Sa mission est de soutenir le secteur horticole et - par extension - agricole des pays ACP afin de créer des retombées bénéfiques sur la balance commerciale, sur la sécurité alimentaire et sur l'allègement de la pauvreté.

Le COLEACP est en réalité un partenariat public-privé, puisqu'il est formé par des entreprises privées et qu'il fournit un soutien financé par le service public européen. De par sa nature, il est ancré dans la réalité économique des pays et des bénéficiaires qu'il soutient. De par son action, il est en ligne avec les objectifs, les outils, les principes et les critères définis en 2014 par la Commission européenne dans sa stratégie de soutien au secteur privé des pays en développement (COM 263/2014 - *Un rôle plus important pour le secteur privé en vue de parvenir à une croissance durable et inclusive*).



La vision stratégique post-2015 du COLEACP s'appuie sur ses acquis : une méthodologie et des ressources humaines à l'épreuve de ses missions, sans oublier un réseau de plus de 1000 experts locaux qui lui permet d'intervenir dans cinquante pays ACP. Son objectif : contribuer à mieux exploiter le potentiel de production et d'exportation de l'agriculture ACP en agissant au niveau du secteur privé (dans la continuité du Programme PIP) et du service public (dans la continuité du Programme EDES), et mettre en valeur les avantages comparatifs de cette agriculture, en accroissant sa compétitivité par le biais d'un schéma volontaire d'amélioration des trois piliers de la durabilité - l'économique, le social et l'environnemental.

Programmes : des résultats concrets et l'ébauche d'une diversification

Les Programmes PIP2 et EDES arrivent à échéance en 2015. Ils se sont construits en réponse à la demande ACP par un investissement massif dans le renforcement des capacités des opérateurs locaux. Depuis le lancement des programmes, 2000 sessions de formations totalisant 100 000 jours-personnes ont été organisées au bénéfice de la filière agricole ACP. Près de 500 PME et 20 millions de petits producteurs ont bénéficié d'interventions sur mesure à travers 1600 projets. Ces résultats ont notamment été atteints grâce à la capacité de gestion efficiente du COLEACP, rendue elle-même possible par la combinaison de plusieurs facteurs, dont le caractère à but non-lucratif de l'association, la durée d'intervention ininterrompue des programmes et les modalités du contrat de subvention.

Via ses Programmes PIP et EDES, le COLEACP a poursuivi au cours de l'année sa stratégie d'amélioration de la qualité des aliments et des contrôles de qualité pour les marchés locaux et régionaux ; de transfert des savoir-faire de l'horticulture vers d'autres secteurs importants comme ceux du café, du cacao, du thé et de l'agriculture vivrière ; d'augmentation du nombre de bénéficiaires notamment via sa plateforme de formation E-Learning ; d'extension des appuis à des pays qui n'ont pas encore bénéficié des programmes antérieurs (République démocratique du Congo) ; et de développement d'une logique d'intervention intégrale (dans le respect de la non substitution) par le biais de la création de partenariats avec des acteurs clés.

Pour assurer la pérennité du soutien qu'il apporte depuis de longues années par l'intermédiaire de ses programmes, le COLEACP s'est lancé dans un important transfert de savoir-faire et de compétences vers certaines organisations de producteurs, afin qu'elles prennent le relais de certaines formes de renforcement des capacités, particulièrement en matière de formation. Le COLEACP a ainsi contribué à la mise sur pied de départements de formations efficaces pour plusieurs associations de producteurs africaines et caribéennes.

En dehors de ses deux Programmes phares, le COLEACP est également impliqué dans le projet de lutte régionale contre la mouche des fruits en Afrique de l'Ouest (CE-DEAO), ainsi que dans le Programme de développement de la filière mangue en Guinée Conakry. Cette implication reflète la volonté de l'association de diffuser au maximum ses acquis et de mobiliser son réseau d'experts pour contribuer à tout projet ou initiative visant un développement pérenne et inclusif de l'agriculture ACP.

Réagir face aux crises

L'année 2014 a également - et malheureusement - été marquée par des interceptions aux frontières de l'UE de plusieurs lots de fruits et légumes infestés par des organismes nuisibles. Ces marchandises venaient de plusieurs pays ACP : l'Ouganda, le Ghana, la République dominicaine, le Kenya et la Côte d'Ivoire. Le COLEACP a systématiquement soutenu la mise en place de plans d'action impliquant tant les secteurs public que privé afin de juguler le problème le plus rapidement possible en proposant des appuis directs et des activités à long terme pour les productions concernées.

Une voix écoutée

Fort de son expérience cumulée de près de 15 ans dans la coopération avec le secteur privé ACP, le COLEACP tient à faire profiter le monde du développement des connaissances qu'il a accumulées sur le terrain. Ses représentants ont été invités à plusieurs reprises dans les grands forums internationaux. C'est ainsi que la voix du COLEACP s'est exprimée sur les problèmes de nutrition lors du World Economic Forum on Africa à Abuja (Nigeria), sur l'apprentissage à distance lors d'eLearning Africa à Kampala (Ouganda) et sur les normes de production agricoles lors du Trade for Sustainable Development Forum à Genève (Suisse). Le COLEACP est également l'artisan de certains ateliers organisés sous l'égide de la Commission européenne, comme cette table ronde sur les filières agroalimentaires tenue à l'occasion du quatrième « Europe-Africa Business Forum ».

Finalement, pour 2015, le COLEACP entend consolider de manière prioritaire sa vision du développement des pays ACP : un développement inclusif et durable qui relève d'une participation active, complémentaire et équilibrée d'entreprises multinationales, de PME et de petits producteurs. L'amélioration des processus de gestion et des performances des entreprises soutenues doit faciliter leur accès à diverses sources de financement et les retombées en matière d'investissements, d'emplois et de compétences permettront à la filière d'exportation des fruits et légumes de jouer un rôle croissant dans la modernisation de l'agriculture ACP.

Faits marquants de 2014

**FRUIT LOGISTICA
FÉVRIER 2014**



**EU BUSINESS FORUM
AVRIL 2014**



**EU-NIGERIA
BUSINESS FORUM
SEPTEMBRE 2014**



**MOBILISATION DES
ORGANISATIONS
PROFESSIONNELLES
ACP OCTOBRE 2014**



**GESTION DE CRISE
PHYTOSANITAIRE
NOVEMBRE 2014**



**SIGNATURES
PROTOCOLES D'ENTENTE
RÉGIONS CARAÏBES ET
PACIFIQUE
DÉCEMBRE 2014**



TENDANCES POST-2015

Un appui adapté aux défis de l'après-2015 – allègement de la pauvreté, sécurité alimentaire. Pour relever ces défis, le COLEACP fait évoluer son approche de la coopération au développement et jette les jalons de son soutien au secteur privé agroalimentaire des pays ACP.

Comment affronter les défis de la coopération au développement de l'après-2015 ? Pour répondre à cette question, le COLEACP a consacré cette année 2014 à repenser sa stratégie, son fonctionnement et la nature de ses missions, en intégrant ses observations de terrain, les besoins des entreprises bénéficiaires, les attentes des Etats ACP et les objectifs des grands bailleurs de fonds, comme l'Union européenne.

Fruit de cette remise en question : un nouveau programme de soutien aux filières agroalimentaires des pays en développement, qui ont un rôle de premier plan à jouer dans l'allègement de la pauvreté et dans le renforcement de la sécurité alimentaire.

La durabilité...

« Dans ce nouveau programme, la dimension économique de l'entreprise est fondamentale, explique Guy Stinglhamber, délégué général du COLEACP. Jusqu'à présent, nous nous sommes consacrés à la dimension technique, en soutenant les entreprises sur le plan de la sécurité des aliments, de la traçabilité et de la mise en œuvre des normes internationales. Avec le nouveau programme, nous voulons également les aider à intégrer l'ensemble des données économiques dans leur gestion et dans leur prise de décision. »

L'objectif, c'est la compétitivité. Autrement dit : faire en sorte que les compétences techniques acquises par les entreprises leur permettent d'améliorer leurs performances économiques et, au-delà, contribuent à libérer le potentiel de production agroindustrielle des pays en développement. Le soutien du COLEACP s'étendra donc à l'ensemble du développement entrepreneurial, en incluant des dimensions telles que l'analyse de marché, le marketing, le conditionnement, la chaîne du froid, la logistique, la facturation, l'administration, etc.

Cette diversification vise à installer un cercle vertueux qui contribuera à résoudre le problème numéro un des PME des pays du Sud : **l'accès au crédit**. En les accompagnant dans la consolidation de leur pilier économique, le COLEACP cherche à améliorer leur bancabilité, de manière à leur permettre d'obtenir des financements auprès des organismes de crédit.

L'appui du COLEACP pourrait également s'étendre à la recherche de financements à long terme (investissement) ou à court terme (crédits de campagne). Mais dans ce cas, il établira des partenariats récurrents avec des institutions spécialistes du crédit et du micro-crédit, comme il l'a déjà fait par le passé de manière ponctuelle.

... moteur de compétitivité

A côté de la prospérité économique, les deux autres piliers du développement durable restent essentiels. Dans la vision du COLEACP, la contribution au bien-être social et la minimisation de l'impact environnemental participent étroitement à la compétitivité. C'est dans cette perspective que la charte de durabilité a été élaborée, accompagnée par un programme de formations destiné à en intégrer les préceptes dans la gestion quotidienne de l'entreprise. Cet effort sociétal favorise une croissance harmonieuse, stable et pérenne, mais il permet également de répondre à une demande pressante du marché mondial, les consommateurs étant de plus en plus attentifs à l'impact environnemental et social de leurs achats.

« Notre objectif global, c'est d'aider les entreprises à devenir plus performantes, plus responsables et à jouer un rôle moteur dans le développement socioéconomique de leur pays. Le moyen, c'est l'agriculture, à la fois comme rempart de la sécurité alimentaire et comme vecteur d'un développement économique qui peut faire tache d'huile vers d'autres secteurs de l'économie. »

Jeremy Knops,
Directeur des opérations du programme PIP.

Toutes les filières végétales

L'agriculture, certes. Mais quelle agriculture ?

D'un point de vue historique, le COLEACP s'est consacré à l'horticulture, et plus particulièrement aux fruits et légumes destinés à l'exportation. Progressivement, il est intervenu sur d'autres cultures, comme le thé, le café et le cacao, et même dans certaines filières animales. Il a également étendu son domaine d'action aux filières courtes, apportant son appui à des producteurs qui ne visent que les marchés locaux et régionaux.

Le COLEACP n'exclut pas certaines incursions dans les productions animales avec des partenaires compétents. Cependant, il entend à l'avenir se concentrer sur son domaine de compétence qui reste la production horticole, tout en faisant bénéficier l'ensemble des filières végétales de son expérience, y compris celle des céréales, qui est essentielle à la sécurité alimentaire. Pour cette raison, il entend également maintenir son soutien aux producteurs qui visent les marchés locaux et régionaux.

« Concrètement, nous continuerons à nous baser sur nos deux forces principales, précise Guy Stinghambert : les cultures horticoles d'exportation en tant que vecteur de modernisation de l'agriculture locale et un système de formations performant en tant qu'outil de renforcement des capacités. A partir de là, nous élargirons le spectre de nos interventions à d'autres filières végétales et au renforcement de la gestion économique des entreprises bénéficiaires. »

Un programme central et des satellites

Une autre tendance de ces dernières années sera renforcée dans l'après-2015. Autour du programme central que nous venons de décrire, viendront se greffer d'autres programmes, contribuant à la même stratégie globale mais davantage ciblés sur une problématique agricole particulière ou sur une zone géographique limitée.

Ainsi, le COLEACP s'implique déjà dans deux nouveaux programmes. Le premier s'intitule **Projet d'appui au Plan régional de lutte et de contrôle des mouches des fruits en Afrique de l'Ouest** ; il est financé par l'Union européenne via l'Agence française de développement et consiste à soutenir les producteurs maraîchers dans leur combat quotidien contre ce véritable fléau régional. Le deuxième est le **Programme de développement de la filière mangue en Guinée Conakry** (PRODEFIMA-Guinée), mis en œuvre par l'Agence guinéenne de la promotion des exportations et financé par l'Organisation mondiale du commerce ; son objectif est, comme son nom l'indique, de relancer cette arboriculture d'exportation dans le pays.



D'autres programmes satellites sont susceptibles de s'ajouter dans les mois et les années qui viennent. L'un d'eux devrait émerger de la plateforme 'Small Farmers, Big Business' qui poursuit l'objectif de promouvoir les partenariats public-privé impliquant les petits producteurs et à laquelle le COLEACP participe activement aux côtés des agences de coopération allemande (GIZ), néerlandaise (SNV) et française (AFD) et de l'Organisation pour le développement industriel des Nations unies (ONUDI).

D'autres programmes dits « d'approche nationale » sont en cours d'élaboration ou de négociation sur une base bilatérale avec des Etats désireux de (faire) financer eux-mêmes l'appui du COLEACP en vue de renforcer certains aspects de leur développement agricole ou de leur sécurité alimentaire.

Pour le COLEACP, l'heure du rayonnement a sonné. Après avoir accumulé les connaissances et les expériences, il entend à présent mobiliser son savoir-faire et son réseau d'experts au bénéfice du développement agricole durable des pays en développement.

2

ASSOCIATION COLEACP

2.1 RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

Le département R&D du COLEACP élabore des solutions agronomiques pour aider les membres et les bénéficiaires à améliorer la qualité et la rentabilité de leurs produits et services.



Soutenir une production durable

Le COLEACP travaille avec les agriculteurs ACP en valorisant les traditions agricoles et les connaissances autochtones : le savoir-faire des ancêtres, auquel s'ajoute la dextérité des petits-enfants à manipuler un smartphone. De nombreux experts appellent au déploiement généralisé de pratiques de production durable, incluant notamment la polyculture, les engrais verts et l'agroforesterie. Ces pratiques améliorent la productivité des agro-écosystèmes tout en réduisant les intrants de type fertilisants chimiques, eau, pesticides et énergie. L'équipe de Recherche et Développement du COLEACP offre aux communautés rurales des pays ACP, des solutions agronomiques et technologiques innovantes qui doivent leur permettre de bâtir un modèle agricole respectueux du milieu naturel et cadrant avec les trois piliers du développement durable.

Traduire les résultats de la recherche en impact

L'objectif est de s'assurer que les opérateurs de la chaîne d'approvisionnement sont dotés des technologies et recommandations dont ils ont besoin pour produire de manière sûre et durable les productions qui répondent aux besoins du marché.

Garantir l'existence de technologies sûres, efficaces et rentables pour lutter contre les nuisibles et les maladies affectant l'horticulture des pays ACP. Le COLEACP identifie et soutient le développement de stratégies de gestion visant à laisser le minimum de résidus de pesticides par le biais d'une gestion intégrée des cultures et de la lutte biologique. Ces activités incluent notamment :

- Des études et des enquêtes pour identifier les problèmes émergents et graves de nuisibles et de maladies lorsque les producteurs n'appliquent pas une méthode de lutte.
- La mise en relation avec des organismes de recherche nationaux et internationaux et l'industrie pour sélectionner et trouver de nouvelles options de lutte contre les nuisibles dans ces zones critiques.

Garantir que les produits phytosanitaires essentiels sont enregistrés et peuvent bien être utilisés :

- Collaboration avec les fabricants de produits phytosanitaires pour générer des données sur les résidus et soumettre des dossiers de tolérances à l'importation ou des extrapolations dans les cas où les produits phytosanitaires, qui sont d'une importance vitale pour les cultures exportées, n'ont pas de LMR pour l'UE.
- Collaboration avec les fabricants de produits phytosanitaires et les autorités de réglementation des pays ACP pour encourager

l'enregistrement local. Pour cela, il faut mettre en place des essais d'efficacité et de LMR en partenariat avec des organismes de recherche et des prestataires de services locaux.

- Soutien de l'harmonisation régionale de l'enregistrement des produits phytosanitaires en coordination avec des initiatives internationales, le programme EDES et les autorités de réglementation des pays ACP.

Veiller à ce que des recommandations soient disponibles pour une utilisation efficace et en toute sécurité des produits phytosanitaires dans les conditions locales. Le but est de permettre une lutte efficace tout en s'assurant que les niveaux de résidus de pesticides ne dépassent pas les LMR de l'UE ou du CODEX.

- Mise en œuvre d'essais sur le terrain pour établir de bonnes pratiques agricoles (BPA) dans les conditions locales. Les BPA couvrent les doses d'emploi de pesticides, la fréquence des applications et le délai d'attente avant récolte.

Veiller à ce que les agriculteurs aient accès aux informations nécessaires. Les producteurs doivent savoir quels sont les pesticides qui sont autorisés sur les cultures pour les différents marchés et les BPA recommandées :

- Fourniture d'informations à jour via le site Internet du PIP, aux fournisseurs des pays ACP sur les LMR de l'UE et du CODEX et les produits phytosanitaires autorisés. Toute modification critique aux réglementations ou exigences commerciales est communiquée par un flash d'informations électronique.
- Création de protocoles et de guides pour les pays ACP sur les bonnes pratiques phytosanitaires, d'après les BPA recommandées. L'application de ces recommandations permet aux agriculteurs de réduire au minimum les résidus de pesticides et satisfaire les LMR.

- Adaptation des guides et protocoles pour les cultures aux marchés locaux et régionaux. Cela signifie la réalisation d'essais sur le terrain pour ajuster les BPA de manière à satisfaire les LMR du CODEX et, le cas échéant, de collaborer avec les organes réglementaires des pays ACP et les fabricants de produits phytosanitaires pour obtenir de nouvelles LMR du CODEX.

Recherche de nouvelles options de lutte alternatives

Afin de réduire le risque de dépassement des taux de résidus de pesticides, et en ligne avec son engagement en matière de durabilité, le COLEACP a investi dans la recherche d'alternatives aux pesticides conventionnels. Cela inclut une gamme d'options de lutte biologique potentiellement utilisables par les pays ACP. Plus de 40 fabricants de produits de lutte biologique ont été contactés et, à ce jour, plus de 100 différentes utilisations ont été testées par le biais d'essais de sélection sur 17 cultures au total.

Des alternatives aux produits conventionnels ont été testées dans les cas suivants :

- mouches des fruits sur la mangue ;
- anthracnose sur la mangue ;
- nématodes sur les haricots verts ;
- acariens sur le maïs doux ;
- thrips sur l'oignon ;
- maladies post-culture sur les mangues ;
- tétranyques sur le maïs doux ;
- tétranyques sur l'aubergine ;
- cochenilles sur la papaye ;
- tordeuse des agrumes (*Cryptophlebia leucotreta*) sur l'avocat ;

- *Alternaria* sur le fruit de la passion ;
- plusieurs insectes piqueurs/suceurs sur le gombo ;
- noctuelle de la tomate (*Helicoverpa armigera*) sur la tomate ;
- mouches des fruits sur le concombre et le poivron ;
- pucerons sur le chou pommé, le piment doux, le concombre et l'aubergine.

Essais sur les résidus dans les conditions des pays ACP

Les essais sur les résidus sont réalisés selon deux objectifs. D'une part, le COLEACP met en place des essais pour tester l'efficacité des produits phytosanitaires dans des conditions locales et définir des recommandations de bonnes pratiques agricoles (BPA). Ces essais doivent permettre de garantir que les doses d'utilisation, la fréquence des applications et le délai d'attente avant récolte recommandés aux agriculteurs par le COLEACP, contribuent au respect des limites maximales de résidus de pesticides (LMR) autorisés par l'UE ou dans le cadre du CODEX. D'autre part, des essais sur les résidus sont réalisés pour générer des données utilisables pour défendre les LMR de l'UE ou pour faire des demandes de tolérances à l'importation vers l'UE.

On peut citer à titre d'exemples en 2014 :

- Des essais sur les résidus au Sénégal et au Kenya pour défendre les LMR du tébuconazole sur les haricots à gousses.
- Des essais au Sénégal sur les tomates et les haricots à gousses pour définir les délais d'attente avant récolte en vue d'une mise en conformité avec les LMR de l'UE

ou du Codex pour 8 matières actives : bêta-cyfluthrin, imidaclopride, tébuconazole, trifloxystrobine, fluopyram, spirotetramat, flubendiamide et propinèbe.

- Des essais au Kenya sur le fruit de la passion pour générer les données nécessaires à la défense des LMR de 4 matières actives : azoxystrobine, difenoconazole, tébuconazole et trifloxystrobine.
- Finalisation du rapport d'un essai au Kenya sur les mini pak-chois et les mini épinards.
- Rapport analytique au Kenya sur le pois mange-tout pour définir le délai d'attente avant récolte.

Les rapports des essais sont disponibles à l'adresse Internet suivante <http://pip.coleacp.org/en/pip/17570-research-and-developmentcrop-protection>



Lutte contre les nuisibles et les maladies

- **Maladies post-récolte de la mangue** - Essais de sélection de fongicides menés en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso impliquant à la fois des pesticides conventionnels et des options de lutte biologique. Parmi ces essais, on peut citer cinq bains post-récolte (prochloraz - produit de référence, *Bacillus pumilus*, extraits de citrus, *Trichoderma viride* et extraits de Rumex) et six traitements de vergers (prochloraz - produit de référence, fluopyram + trifloxystrobine, sulfate de cuivre, azoxystrobine, chlorothalonil, extrait de citrus et *Bacillus pumilus*).
- **Mouches des fruits** - Un essai a été mené au Sénégal pour tester l'utilisation simultanée de deux produits homologués et utilisés dans la région du Sahel susceptibles d'avoir une action complémentaire (Success Appat et Timaye). Les produits suivants ont aussi été testés : INVADER-b- LOK et M3 ensemble, et STATIC Spinosad ME.
- **Nématodes** - les dommages occasionnés par les nématodes sur les cultures maraîchères étant en augmentation, des essais de sélection ont été menés sur les haricots verts au Sénégal avec un nématicide biologique et sur l'ananas en Côte d'Ivoire avec quatre produits biologiques et un produit conventionnel. Une étude menée au Sénégal sur les nématodes et les cultures maraîchères a permis de mettre au point une stratégie de lutte intégrée fondée sur des prophylactiques, des plantes-pièges et des solutions de lutte biologique ou chimique.
- **Tuta absoluta** - Après consultation auprès des fabricants et distributeurs, 25 produits phytosanitaires ont été identifiés comme étant efficaces ou potentiellement efficaces contre la mineuse des tomates. La liste de produits candidats a été envoyée à l'Institut national de la Recherche agricole du Sénégal en vue de tests plus approfondis ; les résultats seront communiqués à tous les bénéficiaires de COLEACP.
- **Acarie** - Un essai sur des acaricides alternatifs a été mené au Sénégal sur le maïs doux en partenariat avec la société productrice-exportatrice. Les résultats ont montré que les produits suivants réduisaient les attaques : prosular oxymatrine, combinaison de géranol-citronellol-nérolidol-farnesol, alginate de propylène glycol et extrait de citrus. Il sera nécessaire que les fabricants approfondissent les tests pour confirmer les résultats observés.
- **Thrips de l'oignon** - Le COLEACP a soutenu un projet mené par un étudiant belge et l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) qui a permis de tester l'efficacité du kaolin calciné et du prosular oxymatrine. Il sera nécessaire que les fabricants approfondissent les tests pour confirmer les résultats avant l'enregistrement.
- **Acerophagus papayae** - Essais de sélection pour identifier des acaricides non toxiques contre la cochenille de la papaye au Ghana. Les résultats ont montré que tous les produits testés (prosular oxymatrine, combinaison de géranol-citronellol-nérolidol-farnesol, alginate de propylène glycol, Beauveria bassiana, huile minérale, Isaria fumosorosea et Metarhizium anisopliae) étaient moins toxiques que le soufre qui est largement utilisé.

Diffusion et adoption des résultats des recherches

Les résultats obtenus grâce aux essais du PIP sont intégrés dans les protocoles de production et de protection des cultures. Ceux-ci sont distribués aux producteurs, exportateurs et vulgarisateurs pour s'assurer que les agriculteurs ont accès à des recommandations à jour et fiables. La bibliothèque de COLEACP dispose de 34 guides de protection des cultures et de protocoles de production des cultures couvrant 90 % des flux d'exportations horticoles des pays ACP vers l'UE.

Les documents suivants ont été révisés ou publiés en 2014 :

- Guide de bonnes pratiques pour l'aubergine, le pois mange-tout, le mini pak-choi et les mini-épinards, les cucurbitacées à peau comestibles (melon amer) ;
- Itinéraire technique pour les haricots verts au Kenya ;
- Itinéraire technique pour la tomate, étendu aux marchés locaux et régionaux ;
- Itinéraires techniques pour l'ananas MD2 et Cayenne lisse, guide de bonnes pratiques pour l'ananas biologique ;
- Cultures mineures : publication de quatre nouveaux itinéraires techniques ;
- Guides simplifiés liés à des problématiques spécifiques : Haricots verts et pois à gousses au Kenya ; poivriers au Cameroun (à la demande des producteurs de Penja) ; mouche des fruits en Afrique de l'Ouest (avec la Banque mondiale), chancre bactérien de la mangue, cochenille du papayer et *Tuta absoluta*.

Enregistrement dans les pays ACP

- Le COLEACP s'efforce de faciliter l'enregistrement local des produits phytosanitaires pour garantir aux agriculteurs des pays ACP un accès à un éventail d'options utiles, abordables et efficaces. Seuls les produits phytosanitaires localement enregistrés peuvent être utilisés par les agricultures certifiées par GLOBALGAP.
- Une procédure adaptée a été convenue pour les fruits et les légumes avec le Comité sahélien des Pesticides en 2014 en vue de la mise au point d'un système harmonisé pour l'enregistrement. Le COLEACP/PIP agit en tant que catalyseur et facilitateur pour la mise en place du programme pilote qui démarrera en 2015.

Conformité avec les réglementations de l'UE

Lorsque les LMR des pesticides de l'UE sont modifiées ou lorsque de nouvelles données de recherche sur l'utilisation de substances actives deviennent disponibles, le COLEACP en informe les producteurs des pays ACP et attire leur attention sur les éventuelles implications quant à la manière dont elles doivent être utilisées (BPA). Ces informations sont à présent disponibles dans une base de données en ligne qui est mise à jour mensuellement : <http://pip.coleacp.org/en/node/32580>

Partenariats de recherche

Dans la mesure du possible, les activités de Recherche et d'Innovation de COLEACP sont menées en collaboration avec des partenaires nationaux, européens et internationaux. Cela permet d'éviter des doublons et de créer

des synergies. Des exemples de ces thèmes et activités abordés en 2014 sont indiqués ci-dessous :

- Mouches de fruits sur les mangues avec la Banque mondiale (Programme national de développement des marchés agricoles et agroalimentaires au Sénégal) et les autorités de réglementation (procédure adaptée avec le Comité sahélien des Pesticides).
- Identification des produits de lutte biologique pour l'horticulture urbaine avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la ville de Dakar, Sénégal.
- Chancre bactérien de la mangue avec le CIRAD, le Conseil Phytosanitaire Interafricain (CPI) de l'Union africaine et les autorités phytosanitaires nationales.
- Thrips de l'oignon et chenilles du chou pommé avec l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso (Institut de Développement rural) au Burkina Faso.
- Chancre bactérien de la mangue, mouche des fruits et *Tuta absoluta* avec le Centre national d'expertise sur les fruits et légumes (NCS-FL) du Conseil ouest et centre africain pour la Recherche et le développement agricoles (CORAF), le CPI et les autorités phytosanitaires nationales.
- Projet de Production de données sur les limites maximales de résidus de pesticides avec l'Union africaine et le Foreign Agricultural Service des États-Unis dans le cadre d'un projet financé par l'Organisation mondiale du commerce (STDF) en vue d'obtenir des LMR de substances sélectionnées harmonisées sur le plan mondial et de for-





mer les autorités des pays ACP pour l'évaluation des dossiers. Le COLEACP a participé à une formation au Ghana en février 2014.

- Partenariats de recherche pour le développement de l'agriculture africaine, dans le cadre du PAEPARD (voir section 3.3).
- Accords de partenariat avec les autorités nationales des pays ACP et les fabricants de produits phytosanitaires – Syngenta, Dow, Bayer, FMC, Cheminova, Agriphar, Adama, Du Pont et BASF.

Région sahélienne : procédure spéciale pour faciliter l'enregistrement des pesticides

Le COLEACP coopère avec le CSP pour encourager les fabricants à homologuer plus de produits de protection des cultures fruitières et maraîchères. C'est dans ce contexte que COLEACP a obtenu une nouvelle procédure transitoire adaptée pour un programme pilote qui démarrera en 2015 et qui est entièrement financé par les fabricants.

Programmation 2015

Essais

- Côte d'Ivoire : finalisation des essais sur le nématicide pour l'ananas.
- Burkina Faso : soutien aux étudiants de l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso (Institut de Développement rural) avec des essais sur des produits de lutte biologique contre les thrips de l'oignon trials et la teigne des crucifères sur le chou pommé.
- Ghana : finalisation des essais sur des acaricides non toxiques pour la protection d'insectes utiles utilisés contre la cochenille du papayer.

Lutte contre les nuisibles et les maladies

- Mouches des fruits
- Chancre bactérien de la mangue
- Maladies post-récolte de la mangue

Résidus de pesticides

- Tolérances à l'importation – préparation de demandes pour le pois mange-tout, le fruit de la passion et le haricot vert (tébuconazole et diméthoate).
- LMR du Codex – soumission d'un dossier pour le haricot vert (tébuconazole) et les fruits de la passion (difenoconazole, diméthoate et trifloxystrobine).

Homologations

- Comité sahélien des Pesticides (CSP): soutien pour l'adoption de réglementations harmonisées et l'élargissement de l'éventail des produits phytosanitaires homologués.
- Comité des pesticides en Afrique centrale (CPAC) : suivi de la création du comité et reconnaissance des homologations émises.
- Produits de lutte biologique : aide aux fabricants pour la mise en œuvre des essais requis pour l'enregistrement.

Rapports et guides

- Révision et mise à jour des guides pour la banane (avec le CIRAD), l'aubergine, le pois mange-tout, le mini pak-choï et min épinards, les cucurbitacées à peau comestibles, le gombo, l'ananas (MD2 et Cayenne lisse), l'ananas biologique, les haricots verts et la tomate.
- Publication en cours de brochures simplifiées pour les poivrons, l'aubergine, le melon amer et le taro, les haricots verts et les pois mange-tout, l'anthracnose de la mangue et l'organisme de quarantaine *Cryptophlebia leucotreta*.
- Mise à jour de la base de données sur les BPA et les LMR.
- Finalisation et diffusion de rapports sur tous les essais de R&D menés depuis 2009.

2.2 INFORMATION ET COMMUNICATION

Le service Information et Communication du COLEACP contribue au transfert des connaissances et des savoir-faire techniques vers les bénéficiaires de l'activité de l'association et de ses programmes. Il vise également à faciliter la bonne circulation d'informations entre les différentes parties prenantes à l'action du COLEACP en matière de coopération au développement de l'agriculture en pays ACP ainsi qu'à défendre et promouvoir la voix des producteurs ACP sur la scène internationale.



Fusion des composantes programmes

L'activité du service Infocom a été marquée en 2014 par la fusion au sein d'un seul département des composantes Infocom des programmes PIP et EDES. Cette évolution s'est inscrite dans le renforcement permanent des capacités du COLEACP et s'est faite dans la continuité des synergies et économies d'échelles qui existaient déjà au niveau de l'exécution des activités respectives des deux composantes. Cela s'est traduit par une réorganisation relative de l'équipe, de son fonctionnement et de l'attribution des activités de chacun de ses membres ; de telle sorte que les ressources humaines en place permettent de répondre aux objectifs du COLEACP et de ses deux programmes ainsi qu'au volume d'activités programmé.

Consolidation du système Infocom

Le système d'information et de communication du COLEACP a été consolidé pour remplir sa fonction première de transmission d'informations actualisées sur les activités du COLEACP et sur leur contexte vers les parties prenantes (ACP et UE) au développement des filières agroalimentaires :

- Création d'un site portail coleacp.org.
- Révision-optimisation des sites Internet des programmes PIP et EDES.
- Envoi d'infos-flash par voie numérique.
- Enrichissement de la plateforme d'e-learning.
- Envoi postal de matériel au moment d'événements ou de formation/missions d'experts.

L'évolution positive des statistiques de consultation des plateformes Internet illustrent le fait que les acteurs ACP de la filière sont de plus en plus informés sur les exigences du marché européen et sur les moyens d'y faire face.

Exemples de Flashs Infos COLEACP durant l'année 2014

Info-flash : Un comité de direction intérimaire pour EDES	22/01 INFO-FLASH
Soutien du COLEACP au Nigeria : des premières actions riches en perspectives	30/01 INFO-FLASH
Côte d'Ivoire : un bénéficiaire du COLEACP obtient un crédit de campagne accordé par un investisseur social belge	13/02 INFO-FLASH
Prix de la responsabilité sociétale des entreprises en Afrique	26/02 INFO-FLASH
Les petits producteurs des Caraïbes confirment leur soutien au « Programme pour le changement »	27/02 INFO-FLASH
« Fair Training System » du COLEACP aux Caraïbes et en Afrique	06/03 INFO-FLASH
Le COLEACP encourage la responsabilité sociale des entreprises ACP	17/03 TRADE-FLASH
Business Forum UE-Afrique : le COLEACP s'implique dans les débats	21/03 INFO-FLASH
5 th EU-Africa Business Forum : engaging the private sector in sustainable and inclusive growth	28/03 INFO-FLASH
Le COLEACP soutient le développement de l'agriculture biologique dans l'Afrique des Grands Lacs	24/04 INFO-FLASH
Le COLEACP à EABF 2014 : résultats et suivi	07/05 INFO-FLASH
Evaluation à mi-parcours du PIP2 : le programme du COLEACP a atteint une partie de ses objectifs finaux avant terme	05/06 INFO-FLASH
Afrique de l'Ouest : le combat contre les ravageurs continue	07/07 AGRI FLASH
Le COLEACP et le Programme TBT (ACP-UE) collaborent pour accroître leur impact	24/07 INFO-FLASH
Cochenille du papayer : lutte biologique en Afrique de l'Ouest	01/09 AGRI-FLASH
Le COLEACP face au défi de l'augmentation des demandes d'assistance	03/10 INFO-FLASH
L'AFGEAN & le COLEACP à l' « EU-Nigeria business forum » : bilan et perspectives	10/10 INFO-FLASH

Environnement

A l'instar des années précédentes, la composante Infocom a continué en 2014 à favoriser l'utilisation de techniques respectueuses de l'environnement telles que :

- La diffusion d'informations par voie numérique : audiovisuels, site Internet, e-mailings, e-learning, téléconférences...
- L'impression sur papier recyclé selon des technologies écologiques (ex. : encres végétales, impression sous label FSC).
- La réutilisation de matériaux (remontage du stand de 60 m² du COLEACP à Fruit Logistica, lui-même fait à partir de matériaux recyclés).

Information

L'action en chiffres

- 50 infos-flashes.
- La diffusion continue du Film Mango sur Bruxelles Airlines et sur un site Internet dédié.
- Le magazine Horizons a été diffusé à environ 4 000 exemplaires.
- Les réseaux sociaux Facebook (2 500 amis en 2014), Twitter et Planet (900 membres) ont permis de sensibiliser le public aux thématiques liées au champ d'action du COLEACP.
- 30 fiches pays ont été finalisées et diffusées.

Le web

- **www.coleacp.org** - Afin de mettre en cohérence ce qu'est devenu le COLEACP avec sa communication sur Internet, de renforcer son positionnement comme outil et réseau au service du développement du secteur agricole ACP et de promouvoir les services de l'association, un portail « ombrelle » a été conçu et mis en ligne. Disponible en 2 versions de langue (Anglais – Français), ce portail permet de visualiser rapidement ce qu'est le COLEACP, ce qu'il fait et comment il le fait.
- **pip.coleacp.org** - En 2014, le site du PIP a attiré plus de 16 000 visiteurs uniques dont près de 6 800 pour l'Afrique. La rubrique du site dédiée aux guides de production et aux informations réglementaires a été revue. Lancement d'un tableau dynamique de consultation actualisée des bonnes pratiques agricoles.
- **edes.coleacp.org** - La multiplication des parutions de l'EDES News ainsi que la mise en ligne de nouvelles brochures a provoqué une nette hausse de fréquentation du site EDES ainsi qu'un apport de nouveaux visiteurs (63,8 %) par rapport aux visiteurs plus anciens (36,2 %).



Événements et RP

- Une vingtaine d'événements en ACP et UE ont permis d'informer sur les activités du COLEACP, dont le salon Fruit Logistica (Berlin, Allemagne), l'EU-Africa Business Forum (Bruxelles, Belgique) et la Conférence mondiale sur le cacao (Amsterdam, Pays-Bas).
- La participation du COLEACP au salon Fruit Logistica (février 2014) et les relations presses professionnelles du PIP (Eurofruit, Eurofresh) ont permis d'assurer une information régulière des acheteurs européens de fruits et légumes.
- Des événements institutionnels (EU-Africa Business Forum en avril 2014, réunions avec différentes DG de la CE) et les relations publiques institutionnelles UE et ACP ont contribué à sensibiliser les décideurs européens en matière de coopération au développement, à l'importance des filières agroalimentaires dans la lutte contre la pauvreté ainsi qu'à la nécessité d'une adaptation des normes qui conditionnent l'accès au marché européen pour les produits ACP.
- Le 12 décembre 2014, le COLEACP s'est joint à l'initiative des représentants diplomatiques des pays d'Afrique et de Médecins sans Frontières qui ont organisé un gala de charité « Stop Ebola » pour collecter des fonds en vue de lutter contre le fléau de ce virus hautement contagieux et mortel. Cet événement a rassemblé 350 participants.

2014	Evénements	Interventions COLEACP
5-7 février	Fruit Logistica, Berlin, Allemagne	Présentation, promotion du COLEACP et de ses programmes et du matériel d'assistance technique et de formation, sur un stand et dans le cadre de rencontres avec des bénéficiaires ACP et des acteurs du marché européen. Rencontres et échanges avec les bénéficiaires des programmes du COLEACP.
31 mars	EABF (Europe-Africa Business Forum), Bruxelles, Belgique	Co-organisation d'une table ronde avec la Commission européenne (DG AGRI et DG DEVCO) sur les modèles inclusifs de développement dans les filières agro-alimentaires et le rôle du secteur privé (40 représentants des secteurs publics et privés et une centaine de participants).
1 ^{er} avril	EABF (EU-Africa Business Forum), Bruxelles, Belgique	Co-organisation d'une table ronde avec la Commission européenne (DG R&I) et CAAST-NET Plus sur l'innovation au service de la sécurité alimentaire en Europe et en Afrique (57 acteurs, privés et publics).
7-8 avril	Accra, Ghana	Atelier de présentation du projet de guide sectoriel d'autocontrôle de la filière cacao aux autorités compétentes.
Avril	Ambassade du Togo, Bruxelles, Belgique	Contribution à l'organisation d'un événement de relations publiques avec les représentations des pays ACP à Bruxelles.
29 avril	Accra, Ghana	Lancement du guide sectoriel d'autocontrôle de la filière Cacao
Avril	Dakar, Sénégal	Présentation du COLEACP et de ses programmes, dans le cadre d'un événement de la délégation de l'UE au Sénégal.
5-7 mai	Gaborone, Botswana	Atelier de parties prenantes en vue de l'élaboration d'un guide sectoriel d'autocontrôle pour la filière bétail.
8-10 mai	Lusaka, Zambie	Atelier de parties prenantes en vue de l'élaboration d'un guide sectoriel d'autocontrôle pour la filière miel.
30 mai	Gala ACP, Bruxelles, Belgique	<ul style="list-style-type: none"> • Relations publiques avec les Ambassades des pays ACP auprès de la Belgique et de l'UE. • Présentation et diffusion du Livre Excellences, faisant la promotion de la qualité des fruits et légumes ACP à travers des recettes de cuisine.
3-5 juin	Port-Louis, Maurice	Atelier des parties prenantes en vue de l'élaboration d'un guide sectoriel d'autocontrôle pour le miel.
9-13 juin	Conférence mondiale sur le cacao, Amsterdam, Pays-Bas	Participation et présentations des actions de formation et d'assistance technique.
15 juin	Assemblée Générale du COLEACP, Bruxelles, Belgique	Présentation des activités et résultats annuels des programmes. Échanges avec les membres et administrateurs.
20 juin	Antananarivo, Madagascar	Atelier de présentation des résultats de l'analyse du système de sécurité sanitaire des aliments.
Juillet	Symposium sur les problèmes des petits Etats insulaires en développement, Bruxelles, Belgique	Mini-stand avec dégustation de fruits exotiques et information sur les activités des Programmes PIP et EDES. Relations publiques, networking.
22 juillet	Nairobi, Kenya	Atelier de validation des guides sectoriels d'autocontrôle pour les pois/haricots et fruits de la passion.
22-23 septembre	EU-Nigeria Business Forum, Abuja, Nigeria	<p>En collaboration avec l'AFGEAN</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'un événement connexe au forum intitulé « Food safety and quality assurance in fruit and vegetables : ensuring that production is sustainable and meets market requirements » (une centaine de participants). • Mise en œuvre d'un stand commun permettant de présenter et de diffuser des informations sur les actions du programme .
19-21 octobre	9 th Annual Biocontrol Industry Meeting, Bâle, Suisse	Présentation des résultats des essais réalisés par le département Recherche et Développement du PIP.
27 octobre	EU Working Group on Private Sector Development in Agriculture (PSDA), Bruxelles, Belgique	Présentation du COLEACP et de ses programmes, échanges auprès des membres du PSDA et notamment des agences de coopération bilatérales présentes.
29 Octobre	Secrétariat ACP, 5 ^{ème} Journée du Développement, Bruxelles, Belgique	<ul style="list-style-type: none"> • Stand COLEACP pour la diffusion de nouveau matériel d'information sur les résultats de l'action des Programmes (fiches pays, rapport annuel et magazines Horizons). Relations publiques et networking. • Présentation de nouveaux outils de formation. • Dégustation de fruits exotiques et de chocolats.



Relations presse

Les relations presses, la communication corporate en ligne (site Internet, vidéos en ligne) et des démarches innovantes comme le projet Excellences (création et diffusion d'émissions de cuisine ACP basées sur des recettes utilisant des fruits et légumes ACP) permettent aussi de répondre à l'objectif de rendre l'origine ACP plus visible et plus attractive. Les retombées presses professionnelles et grand public ont été essentiellement off line. Elles ont été liées à des événements ou bien à des prises de paroles dans la presse professionnelle.

Promotion de l'origine ACP

6 nouvelles recettes de cuisine (Cameroun, Rwanda, Congo-Brazzaville, Tuvalu, Sénégal et Burundi) ont été filmées et montées en 2014, ce qui a permis de constituer un clip promotionnel sur base de 10 émissions qui sera distribué en 2015 auprès de media TV. Des compagnies aériennes ont également été approchées, ainsi que des chaînes de web-TV. L'objectif principal de cette activité est de promouvoir, via un support original et grand public, la qualité des fruits et légumes en provenance des pays ACP et plus généralement l'origine ACP.

Programmation 2015

- Préparation de la transition des plateformes Internet (et Intranet) des programmes PIP et EDES dans le cadre du renforcement de la plateforme du COLEACP.
- Information des parties prenantes sur l'évolution des programmes et des actions.
- Participation à Fruit Logistica (Berlin, février 2015) : promotion de l'origine ACP, valorisation des efforts des membres, des bénéficiaires et de l'industrie agroalimentaire ACP, défense du rôle des petits producteurs dans la chaîne d'approvisionnement.
- Organisations d'événements internes et externes : forums, ateliers d'échanges, expositions thématiques, table-rondes, panels (JEDs), Assemblée Générale...

Outils techniques et de formation

Le COLEACP a continué en 2014 à concevoir, produire/rédiger et diffuser des manuels et des guides de formations (voir 2.5 Formation) et des guides de productions (voir 2.1 Recherche et Développement), à utiliser dans le cadre de formations et d'assistance technique en entreprises ou auprès d'autorités compétentes ACP. Fin 2014, la bibliothèque du COLEACP comptait 500 références.

2.3 ANALYSE DES MARCHÉS

Transformer les contraintes en opportunités

Les accords du cycle d'Uruguay ont permis de lever certaines des barrières commerciales pour de nombreux pays en développement, mais les conditions d'accès aux marchés se sont par ailleurs durcies. Les fournisseurs doivent à présent se conformer à un ensemble complexe de normes privées et de réglementations du secteur public. Pour les producteurs et exportateurs des pays ACP, cela représente un environnement très difficile qui peut limiter leur capacité à pénétrer des marchés lucratifs dans les chaînes de valeur tant locales que mondiales. Même si les normes peuvent améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et créer des opportunités d'accès aux marchés, elles peuvent aussi être une barrière pour les fournisseurs des pays ACP qui sont confrontés à des défis plus importants que leurs concurrents en raison de leurs infrastructures plus pauvres et de leurs capacités techniques, financières et institutionnelles plus faibles.

Le COLEACP continue à suivre les tendances des demandes des acheteurs et les normes privées. La sécurité sanitaire des aliments reste la règle, mais au cours des 5 dernières années, les demandes des acheteurs ont changé pour s'intéresser aussi à la durabilité. Cette tendance s'inscrit dans un mouvement grandissant dans le monde entier en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles, l'agriculture étant souvent au centre des débats. Les grands distributeurs et les entreprises de l'agroalimentaire adoptent activement des systèmes de durabilité, de nombreux acheteurs exigeant la certification des fournisseurs conformément aux normes sociales et environnementales.

Le COLEACP s'efforce de garantir que ces nouvelles exigences ne lésent pas les PME et les petits producteurs en créant des coûts supplémentaires et des barrières d'accès au marché. En même temps, le mouvement en faveur de la durabilité peut présenter certaines opportunités. De nouveaux marchés potentiels sont en train de voir le jour, où les fournisseurs des pays ACP ont souvent un avantage concurrentiel. De plus, l'adoption de pratiques de gestion durable offre une réelle occasion aux producteurs et exportateurs des pays ACP de renforcer leurs activités sur le long terme.

Partant de ce constat, le PIP met en place un programme de durabilité et de compétitivité pour les producteurs et exportateurs des pays ACP (voir 1.2 Tendances ; 5.2 Perspectives post-2015). Ce programme forme le cadre qui permettra aux fournisseurs de communiquer à leurs clients leur engagement et leur évolution vers une gestion durable, tout en leur évitant une certification onéreuse. En se concentrant sur l'analyse de rentabilité, le programme démontrera que la durabilité ne consiste pas uniquement à cocher une case, mais qu'elle aide réellement les fournisseurs à gérer leurs entreprises d'une manière plus efficace, rentable et résiliente.



Facilitation de l'accès au marché

- **Adapter les exigences des acheteurs et les normes privées au contexte des pays ACP :**
 - Etudes et enquêtes visant à faire le suivi des tendances et des exigences d'accès aux marchés ;
 - Engagement auprès des grands distributeurs et des organismes de normalisation pour s'assurer qu'ils comprennent et prennent en considération l'impact de leurs décisions sur les fournisseurs des pays ACP ;
 - Soutien à la création de Directives d'interprétation nationales de la norme GLOBALGAP pour adapter la norme aux conditions locales, facilitant la certification des producteurs des pays ACP avec une attention particulière sur les petits producteurs.
- **Renforcement des capacités des acteurs des pays ACP à influencer les politiques d'achat :**
 - Soutien à la création de groupes de travail techniques nationaux pour traiter les questions liées aux normes ;
- **Mise en œuvre du programme « Durabilité-compétitivité » :**
 - Charte de durabilité mise en place en consultation avec diverses parties prenantes ;
 - Création de nouveaux modules de formation à la durabilité intégrant les principes de la charte.

2.4 PLAIDOYER

Le COLEACP est impliqué dans une variété d'activités de lobbying et de plaidoyer, représentant et prenant la défense des intérêts des producteurs et exportateurs des pays ACP. De plus en plus souvent, le COLEACP est invité à prendre part à des événements et des plateformes d'envergure internationale, européenne ou ACP, pour témoigner de son expérience en pays ACP. Il fournit une expertise technique essentielle afin de veiller à ce que les circonstances et les besoins des parties prenantes ACP soient pris en compte.

Lobbying

Le lobbying se réfère spécifiquement à des activités qui visent à influencer les décisions prises par les responsables au sein d'institutions, le plus souvent les législateurs ou les membres des organismes de réglementation. Le COLEACP échange avec l'Union européenne/ le Parlement européen sur des questions d'intérêt pour le secteur et participe de façon formelle au lobbying et aux consultations (pour lesquels il est incorporé dans le registre CE/PE Transparence). Le COLEACP est également en pourparlers avec les autorités compétentes des pays ACP. Les exemples récents de lobbying comprennent :

- **L'analyse des règlements régissant la production, l'étiquetage et l'importation des produits biologiques.** Le COLEACP a été invité par la DG Agri à participer à cet examen (y compris pour la révision du règlement CE 834/2007), ce qui conduira à l'élaboration d'un nouveau cadre politique et juridique européen. Durant l'année 2012/2013, le COLEACP a mené une enquête auprès des acteurs des pays ACP afin de recueillir des informations sur l'impact potentiel des changements proposés, et a présenté des témoignages à la DG Agri. En 2014, il a participé en tant que panéliste à l'audience du CESE sur l'agriculture biologique à Bruxelles, durant laquelle il a représenté les points de vue de l'IFOAM, des exportateurs ACP et des importateurs de l'UE sur l'impact potentiel des propositions dans les pays ACP.
 - **Un meilleur fonctionnement de la chaîne de production alimentaire :** le COLEACP a abordé les questions de pratiques commerciales déloyales (PCD). Au cours de 2014, le COLEACP a continué le lobby auprès de la DG
- Marché intérieur (CE) pour que la législation s'adresse aux pratiques commerciales déloyales. Il a également assisté à un séminaire organisé par l'Institut britannique de droit international et de droit comparé, et à un séminaire au Parlement européen sur « Les solutions pour lutter contre les déséquilibres de pouvoir dans les chaînes d'approvisionnement agricoles ». Le COLEACP suit le « Forum de haut niveau pour un fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement alimentaire » et il rejoindra en juillet une députation de la FTAO et de l'EFFAT, afin de faire pression sur le bureau du Commissaire Barnier pour que les pays ACP soient inclus dans une étude de la CE qui évalue l'impact des pratiques d'auto-régulation des commerçants de certains états membres.
- **Des déclarations conjointes** (avec FRESHFEL et autres) à la DG SANCO / EFSA sur la réforme de la CE phytosanitaire proposée, la révision des procédures d'utilisation normalisées RASFF, et des discussions (en cours) pour clarifier l'incertitude juridique concernant les désinfectants.
 - **Les cultures mineures (comprenant les fruits, les légumes et les herbes).** Globalement, il y a une pénurie de produits de protection des plantes (PPP) utilisables sur ces cultures mineures, et la situation se dégrade suite au processus de révision de la directive 91/414 CE. Le manque de PPP enregistrés sur les cultures horticoles menace le rendement et la qualité des productions dans certaines régions, augmentant ainsi le risque de résistance et l'utilisation illégale, et compromettant la compétitivité et la durabilité du secteur. Le COLEACP surveille l'examen des LMR (CE 752/2014), et assure la liaison avec le rapporteur PMs pour obtenir les tolérances à l'importation. Le COLEACP fait également pression sur

les autorités ACP pour appuyer l'enregistrement de PPP locaux, et travaille avec eux pour définir les LMR Codex. Pour obtenir des résultats, le COLEACP facilite le partenariat, et travaille avec les états membres européens, les autorités des pays ACP, les organismes de recherche et les fabricants de PPP.

Plaidoyer

Le Plaidoyer doit par définition permettre que les gens, en particulier les personnes les plus vulnérables de la société puissent, être entendus sur les questions qui sont importantes pour eux, avoir leurs droits défendus et protégés et faire prendre en compte leurs points de vue et souhaits lorsque des décisions prises, affectent leurs vies.

Les conditions d'accès au marché, en termes de règlements, de normes privées et les exigences des acheteurs, sont devenues de plus en plus strictes au cours des 10 dernières années. Ces exigences ont tendance à être eurocentriques et parfois sont mal adaptées au contexte ACP et mettent les fournisseurs en difficulté. Comme les fournisseurs ACP ont souvent peu d'influence ou de voix dans le processus de normalisation, le COLEACP a pris un rôle de plaidoyer plus important. Ceci comprend :

- Le contact direct avec les importateurs/détaillants de l'UE, afin de les sensibiliser et de veiller à ce que l'impact des politiques de l'acheteur sur les fournisseurs ACP soit entendu et pris en compte.
- L'engagement avec les propriétaires de systèmes, et la participation à l'établissement de normes, pour rendre celles-ci plus appropriées au contexte ACP, et pour assu-

rer que la certification ne désavantage pas les PME et les plus petits exploitants en créant des coûts supplémentaires ou des barrières d'accès au marché.

- La mise en place de groupes de travail techniques nationaux en pays ACP, fournissant un moyen pour les parties prenantes ACP à interagir avec les organismes privés de normalisation (principalement européens). Ces groupes de travail permettent aux producteurs ACP de contester les problèmes liés à la certification, et d'adapter GLOBALGAP à leur contexte local.

Le COLEACP a établi une relation avec plusieurs détaillants de l'UE, et de nombreux importateurs de produits frais (membres et non-membres).

Le COLEACP collabore étroitement avec les organismes de certification d'intérêt pour le secteur des fruits et légumes frais : Business Social Compliance Initiative (BSCI) ; British Retail Consortium (BRC) ; Fairtrade Labelling Organisation (FLO) ; Global Food Safety Initiative (GFSI) ; Plateforme mondiale Social Compliance (GSCP) et GLOBALGAP. En outre, le COLEACP contribue activement aux groupes de travail suivants :

- Comité GLOBALGAP sur la protection des cultures ;
- Comité GLOBALGAP des intervenants en matière de gestion de l'eau ;
- Comité des intervenants sur l'audit social (GRASP) (en tant que vice-président) ;
- Comité des intervenants GLOBALGAP Producteurs ;
- Comité des intervenants GLOBALGAP sur la production durable ;
- GFSI Global Markets Group sur la production primaire ;



Des exemples de plaidoyer du COLEACP en 2014

- Participation à des comités d'intervenants GLOBALGAP afin d'assurer que les intérêts des pays ACP ont été pris en compte lors de la révision du régime des cultures GLOBALGAP et du Règlement général pour la version 5. Les inputs du COLEACP ont influencé d'anciennes et de nouvelles exigences GAP appelées Points de Contrôle et Critères de Conformité (PCCC) concernant la gestion de l'eau, afin de réduire les impacts potentiellement négatifs de ces nouvelles exigences sur les PME et les petits exploitants.
- Liaison avec BSCI afin de mieux adapter le système à la situation très particulière et la nature saisonnière du secteur de la mangue en Afrique de l'Ouest.



Présentation de la plateforme « e-learning COLEACP » lors de la 9^e conférence eLearning Africa, à Kampala (Ouganda).

« Je remercie le PIP d'avoir envoyé les supports pédagogiques pour notre formation. J'avoue avoir compris beaucoup de choses indispensables pour exporter des mangues de haute de qualité en les lisant. Nous sommes très content de la mise en œuvre de notre partenariat avec vous. »

Alassane Traore,
GLOBAL MERCURE SARL (Mali).

2.5 FORMATIONS

Le COLEACP a mis au point depuis 2001 dans le cadre des programmes PIP et EDES un « Fair Training System » ; c'est un système qui vise à renforcer les compétences des bénéficiaires, afin que ceux-ci puissent réaliser leurs projets. Et cela de manière durable. Le service Formation du COLEACP mutualise les besoins exprimés par les bénéficiaires. Elle peut ainsi moduler les méthodes d'apprentissage en fonction du contenu et les adapter à chaque cible.

Nombre de formations COLEACP mises en œuvre en 2014 (par grande thématique)

- **Sécurité sanitaire des aliments** : 133 formations
- **Bonnes pratiques agricoles** : 35 formations pour 505 participants en 2014 (filière fruits et légumes) et 9 formations dans les secteurs du cacao et de la pêche.
- **Durabilité** : 35 formations pour plus de 400 participants. Plus précisément 22 formations liées au domaine de « l'Éthique » (302 participants) et 13 formations dans le domaine de l'environnement (99 participants).
- **Formation spécifiques** :
 - Formation aux méthodes de formation (animations pédagogiques et boîte à images) : 33 formations pour 309 participants en 2014.
 - Formations auprès de laboratoires et services d'inspections : 31 sessions de formations en 2014 dont 5 formations régionales.

COLEACP-IFOAM : Formation sur le PGS Bio en Zambie

Le PGS (Participatory Guarantee System) est une alternative à la certification Biologique, adaptée spécifiquement aux marchés locaux et aux filières courtes. Une mission de formation a permis, en 2014, de renforcer le personnel de Lumono Organics sur ce sujet, mais également de former les membres de l'OPPAZ (structure d'appui aux producteurs) pour qu'ils réalisent l'étude de faisabilité d'une mise en place d'un PGS. Cette action s'est faite en collaboration avec l'IFOAM.

Nombre de personne/jours en formation COLEACP

En 2014 : **8 940**
Depuis 2009 : **50 600**

Outils et supports de formation développés spécifiquement en 2014

• 4 guides du formateur (mallettes pédagogiques) :

- Public cible : formateurs
- 3 guides sectoriels (cacao, café, poisson) et 1 guide sur « Les normes du travail »
- Utilisation : ateliers de formation sur le terrain.

• Brochures et manuels pédagogiques :

- Brochures « Usage sécurisé des pesticides »
 - Révision des 6 brochures du kit sur les bonnes pratiques d'utilisation des pesticides (clarification des messages-clés, nouvelles illustrations).
 - Ajout d'une 7^e brochure sur le port des équipements de protection individuelle.
- Brochure « Hygiène et Risques sanitaires »
 - Scission en 4 brochures : hygiène personnelle, hygiène en production et dans les installations, hygiène dans le contrôle des opérations, hygiène lors des opérations de nettoyage et de maintenance.
- Manuel « Production éthique : enjeux et opportunités pour les producteurs ACP »
 - Révision avec un focus sur les conditions de travail, point important de la charte de durabilité.
 - Amélioration sur base des commentaires recueillis lors des sessions de formation.
 - Introduction de cas illustratifs.
 - Révision du livret pédagogique.

- Manuel « La responsabilité sociétale »
 - Nouveau manuel basé sur la mise en place de la norme ISO 26000.
 - Rédigé en collaboration avec des partenaires extérieurs.
 - Public-cible : organisations de tous types, toutes activités, toutes tailles et toutes localisations.
 - Elaboration du livret pédagogique.

• 1 boîte à images « La bactériose du manguiier : la reconnaître et la contrôler » :

- Outil conçu pour la formation des (petits) producteurs.
- Principe du story-telling : une histoire est racontée à travers 21 illustrations.
- Objectif : sensibiliser les producteurs à l'importance de la maladie et leur apprendre à la reconnaître et à lutter contre elle.
- Formation de 30 experts capables de former le personnel d'encadrement à utiliser la boîte à images.

• 1 catalogue des formations :

- Disponible en ligne.
- Information précise et exhaustive sur chaque formation : finalité, objectifs, durée, public cible, outils et support, prérequis, contenu.

• 1 fiche technique « Gestion moderne des vergers de manguiers » :

- Complément à l'itinéraire technique de la mangue, rédigé par le département Recherche et Développement en collaboration avec Jean-Yves Rey, expert.
- Public-cible : producteurs.
- Objectif : objectiver la pertinence de l'adoption des pratiques de gestion moderne des vergers, en permettant d'estimer la viabilité du rapport investissement/rendement.
- A servi de support aux formations qui ont eu lieu sur ce thème en Afrique de l'Ouest.



Plateforme de e-learning PIP :**500** nouveaux inscrits en 2014**1 400** inscrits dont 1 000 apprenants actifs depuis le lancement de la plateforme**Plateforme de e-learning EDES :****300** apprenants actifs depuis le lancement de la plateforme en juillet 2014**L'apprentissage à distance en 2014**

- **La plateforme d'EDES a été mise en ligne (juillet 2014) :**
 - 4 parcours opérationnels, 3 français et 1 anglais.
 - Public-cible : opérateurs du secteur agro-alimentaire, responsables de laboratoires et évaluateurs de risque.
 - Elaboration d'un parcours (FR) pour les inspecteurs-contrôleurs.
- **La plateforme du PIP (431 nouveaux utilisateurs ACP en 2014) a proposé sur la période de nouvelles activités :**
 - Modules d'introduction interactifs - activité destinée aux responsables d'encadrement, pour les intéresser au thème traité en leur faisant découvrir les principes-clés (2 modules en ligne :

« Introduction à la traçabilité » et « Introduction à la protection des cultures »).

- Modules d'application interactifs « William mène l'enquête » - activité de niveau Expert conçue sous la forme d'une enquête à mener par les deux personnages récurrents de la plateforme, pour concrétiser les contenus théoriques abordés dans les niveaux précédents (1 module en ligne pour le parcours « Traçabilité »).
- Mode déconnecté - opérationnel pour tous les parcours, y compris les modules interactifs, afin de pallier les difficultés de connexion et de permettre un accès plus large à la formation à distance (développé sous licence open source).

Programmation 2015**Outils de formation**

- Manuels de formation
 - « Production Ethique » - Finalisation de la version FR
 - « Responsabilité Sociétale » - Diffusion de la version anglaise
 - « Agriculture Durable » - Conception
 - « Cahiers techniques » EDES - Mise à disposition des 200 cahiers prévus.
- Plateforme de formation à distance
 - Accroissement de la visibilité (plan de communication).
 - Mise en place du tutorat par des experts ACP
 - Création de nouveaux modules d'application et de nouveaux parcours (formation et communication).

Formations

- Formations sur-mesure : finalisation des actions programmées dans le cadre du PIP (entreprises, coopératives et groupements) et d'EDES (laboratoires et contrôles officiels).
- Formations collectives : nouvelles actions sur base des problématiques communes à un pays ou à une filière, notamment des formations régionales en Caraïbe orientale et dans la Communauté du Pacifique.
- Formations de formateurs : nouvelles actions pour les animations pédagogiques développées par EDES (café, cacao, pêche) et pour des structures d'encadrement des producteurs - notamment au Suriname, au Rwanda, en République dominicaine, au Sénégal, en Mauritanie, au Mali, au Cameroun, au Nigeria et en Côte d'Ivoire.
- Nouvelles formations : développements sur des thèmes liés à la mise en œuvre de la charte de Durabilité (production éthique, responsabilité sociétale).

2.6 ASSISTANCE TECHNIQUE

Soutien aux professionnels de la filière fruits et légumes

Fin 2014, les appuis fournis par le COLEACP se traduisaient par la signature de 854 protocoles d'entente (PDE) répartis sur 35 pays ACP.

54 % des actions menées auprès des entreprises de la filière fruits et légumes concernaient la production durable (environnement et éthique) et 46 % concernaient la mise en place de systèmes de gestion de la qualité sanitaire.

Le Programme PIP2 peut compter désormais sur plus de 1000 consultants dont plus de 90 % sont des experts ACP appelés régulièrement à assurer la mise en œuvre des actions d'appui aux bénéficiaires : assistance technique, formations collectives, formations en entreprise, audits et certifications... Au cours de la dernière année du programme, la constitution d'un réseau d'expertise local et régional sur les thématiques sociales et environnementales liées à la production horticole sera poursuivie.



Au cours de 2014, les composantes techniques ont concentré leurs efforts autour des axes principaux suivants :

- L'analyse des demandes d'appui et rédaction des derniers plans d'actions ;
- La coordination de la mise en œuvre des plans d'actions ou de l'appui aux bénéficiaires via l'instauration de nouveaux outils de suivi et de monitoring ;
- L'organisation d'actions transversales sur les nouvelles thématiques environnementale et sociale ;
- Le suivi du monitoring quantitatif et qualitatif de l'appui aux bénéficiaires ;
- Les prévisions budgétaires et opérationnelles des activités jusqu'à la fin du programme ;
- La promotion du programme, notamment dans les « nouveaux pays » ;
- L'identification de nouveaux acteurs potentiellement bénéficiaires en portant une attention particulière aux nouvelles thématiques, origines et filières.

Le type et le nombre de bénéficiaires appuyés par le Programme PIP2 depuis le 12 octobre 2009 est réparti comme suit :

Type Bénéficiaires	Nombre
Consultants	322
Entreprises de production ou d'exportation de produits horticoles	346
Groupements de producteurs ou coopératives	23
Institutions /Centres de formation	19
Laboratoires	4
ONG	12
Organisations professionnelles	25
Projets /structures d'encadrement des petits producteurs	39
Services publics en charge de l'homologation des pesticides	2
Services publics en charge de la vulgarisation et de la formation des petits producteurs	6
Plateformes nationales de concertation public-privé (+ Groupes de travail techniques nationaux)	10
Autres	46
Total général	854

Appui aux services publics et aux autres acteurs des systèmes de sécurité sanitaire des aliments

Le COLEACP a fourni dans ce domaine jusqu'en 2014 une assistance technique dans 43 pays : Belize, Burkina Faso, Botswana, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo Brazzaville, Iles Cook, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée Conakry, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lesotho, Madagascar, Mauritanie, Ile Maurice, Namibie, Nauru, Nigéria, Niue, Ouganda, Palau, Papouasie Nouvelle-Guinée, Iles Salomon, Samoa, Sénégal, Seychelles, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tonga, Vanuatu, Zambie et Zimbabwe.

A ce jour, 22 pays et 37 filières bénéficient d'un protocole d'entente national et de l'identification des activités principales : Kenya (haricots verts et pois mangetout, fruits de la passion, poisson), Cameroun (café, ananas), Sénégal (poisson, mangue), République dominicaine (légumes orientaux), Burkina Faso (mangue), Ghana (cacao), Gambie (poisson), Guinée-Bissau (poisson), Ile Maurice (poulet, miel, ananas), Ouganda (poisson, café), Côte d'Ivoire (mangue, cacao, poisson, distribution de produits vivriers sur les marchés), Papouasie-Nouvelle-Guinée (poisson, café), Mauritanie (poisson), Ethiopie (tomate), Mali (mangue), Pacifique (poisson), Botswana (viande de bœuf), Zambie (miel), Madagascar (miel, cacao et pêche artisanale), Belize (poisson), Suriname (porc, poisson) et Cap-Vert (fromage).

Publication en 2014 de guides pratiques dans le domaine de la qualité sanitaire et phytosanitaire des aliments

- **Manuel de rédaction des guides sectoriels d'autocontrôle**
 - Public cible : parties prenantes de chaque filière
 - Objectif : faciliter la conception et la rédaction de guides sectoriels d'autocontrôle.
- **Manuel d'appui à l'élaboration des Programmes de contrôles officiels**
 - Public cible : autorités compétentes des pays ACP
 - Objectif : document-guide à l'élaboration des programmes de contrôles officiels.
- **Guide pour la rédaction d'un Manuel de procédures d'inspection vétérinaire aux frontières**
 - Public cible : autorités compétentes nationales
 - Objectif : donner une référence pour les procédures d'inspection aux frontières de la qualité sanitaire et phytosanitaires des aliments.

Programmation 2015

- Finaliser les activités prévues dans les protocoles, dans les plans d'action, de même que dans les demandes reçues en 2013 et 2014.
- Poursuivre des appuis dans les domaines suivants : sécurité sanitaire des aliments et sécurité phytosanitaire ; durabilité (environnement, éthique et commerce équitable).
- Renforcer l'assistance et les services offerts aux organisations de producteurs des pays ACP en tant que public cible prioritaire, de même qu'aux structures gérées par des femmes et celles ayant un impact sur les filières courtes.
- Dégager des solutions techniques adaptées pour maintenir les petits producteurs au sein des filières ACP.
- Identifier de nouvelles filières et de nouvelles aires géographiques d'intervention.



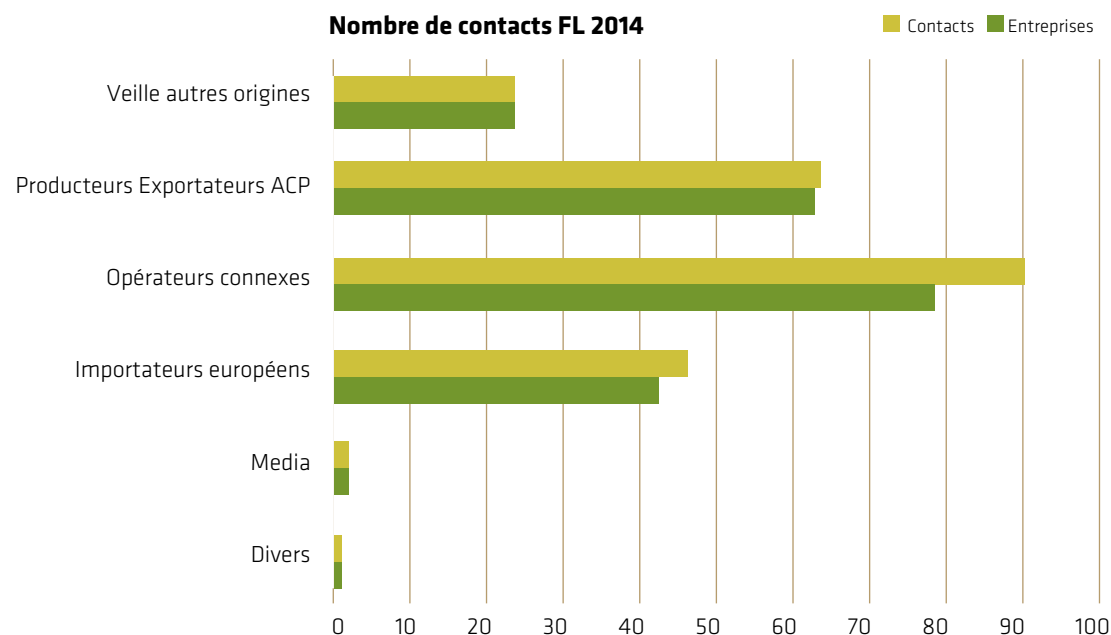
2.7 DÉVELOPPEMENT D'AFFAIRES

Fruit Logistica 2014

Du 5 au 7 février, le COLEACP a participé au salon Fruit Logistica, rendez-vous annuel incontournable du monde des fruits et légumes. Les représentants de l'association et de ses Programmes PIP et EDES ont pu en 2014 rencontrer 234 professionnels représentant la production et l'exportation de fruits et légumes d'origine ACP ainsi que l'importation européenne et mondiale. Les thèmes les plus abordés ont été la compétitivité des entreprises, la durabilité des approvisionnements et l'innovation permanente des pratiques agricoles, de plus en plus nécessaire pour faire face à ces enjeux partagés par tous les acteurs du développement de la filière. L'édition 2014 a été notamment marquée par l'intérêt grandissant des importateurs européens sur le travail accompli par le COLEACP en matière d'assistance technique auprès de leurs fournisseurs ACP.



Catégorie	Nbr Entreprises	Nbr Contacts
Importateurs européens	44	48
Divers	1	1
Média	2	2
Opérateurs connexes	81	93
Producteurs/ Exportateurs ACP	65	66
Veille autres Origines	24	24
Totaux	217	234



3

LES PROGRAMMES DU COLEACP

Le COLEACP est chargé de la mise en œuvre de deux Programmes financés par l'UE : PIP2 et EDES. Il est impliqué également dans le projet PAEPARD (Plateforme pour le Partenariat Africain Européen sur la Recherche Agricole pour le développement), dans le Projet d'appui au Plan régional de lutte et de contrôle des mouches des fruits en Afrique de l'Ouest et dans le Projet de développement de la filière mangue en Guinée.





3.1 PIP2

Le Programme PIP phase 2 (PIP2) a démarré ses activités en octobre 2009. Initié à la demande du Groupe des Etats ACP, il est financé par le Fonds européen de développement de l'Union européenne à hauteur de 32 500 000 €. Son objectif est de préserver - et si possible d'accroître - la contribution de l'horticulture d'exportation à la modernisation de l'agriculture et à la réduction de la pauvreté dans les pays ACP. A cet effet, PIP2 soutient les entreprises ACP actives dans la production et/ou l'exportation de fruits et légumes, de manière à leur permettre d'accéder au marché européen. Suite à l'évaluation à mi-parcours menée par la Commission européenne en 2013, la durée d'exécution du PIP2 a été allongée et ce, à budget constant. Le Programme arrivera à terme en décembre 2015. Fin 2014, le PIP2 totalisait 854 protocoles d'entente répartis sur 35 pays ACP et avait consommé 84 % de son budget total. Le partage des coûts pour la réalisation des protocoles d'entente est, en moyenne, de 37 % pour le bénéficiaire et de 63 % pour le Programme PIP2.



Répartition des demandes d'intervention par type de bénéficiaire et nombre de protocoles d'entente signés en 2014

Catégorie de bénéficiaires PIP2	Demandes d'intervention (2014)	Protocoles d'entente (2014)	Protocoles d'ententes sur demandes 2011-2013
Entreprises de production ou d'exportation de produits horticoles	68	59	30
Groupements de producteurs ou coopératives	4	3	1
Projets /structure d'encadrement	16	15	3
Consultants/Prestataires de services	49	44	13
Institutions / Centres de formation	11	11	1
Laboratoires	2	2	0
Associations de producteurs ou d'exportateurs	11	10	1
Autres	19	18	2
Plateformes nationales de concertation public-privé	0	0	0
Services publics - homologation, vulgarisation, inspection	1	1	0
TOTAL bénéficiaires	181	163	51

Outre les actions de formation (voir 2.5), 145 actions d'appui technique ont été organisées dans le cadre du PIP2 auprès d'entreprises productrices/exportatrices, de groupements de producteurs ou de structures d'appui aux petits producteurs en 2014. Plus de 50 % des actions menées en 2014 concernent les nouvelles thématiques liées à la production éthique et durable (voir le deuxième tableau). Ce pourcentage a régulièrement augmenté depuis le démarrage du PIP2 et reflète l'évolution constante de la demande des marchés.

L'accent a été mis sur le renforcement des capacités des experts sur les thématiques sociales et plus particulièrement sur les normes du travail. Les centres de formation ont fait l'objet d'une attention particulière avec l'organisation d'une formation pour les professeurs à l'« analyse des cursus ». Les structures d'encadrement des producteurs ont également été renforcées via la formation de leurs encadreurs/vulgarisateurs. Suite à ces actions, de nombreuses demandes sont venues en 2014 de centres de formation et d'universités.

« *Merci au COLEACP et au Programme PIP car grâce à vous et à vos collaborateurs, nous avons obtenu notre certificat. Nous sommes passés de 40 à 300 tonnes de mangues exportées en une année* ».

Abdala Diallo,
GIE Blanche (Mali)



Actions menées par le PIP 2 auprès des entreprises bénéficiaires productrices et exportatrices au 31/10/2014

Actions	2014 (10 mois)			2013			2012			2011			2010		
	QS	ENV	ETH	QS	ENV	ETH	QS	ENV	ETH	QS	ENV	ETH	QS	ENV	ETH
	BPA			BPA			BPA			BPA			BPA		
Diagnostic	14	7	16	42	16	7	24	9	6	26	11	5	25	7	4
Mise en place	18	11	16	31	6	5	54	10	1	38	9	6	32	5	5
Pré-audit	13	12	4	7	6	3	7	2	3	19	1	1	18	0	0
Validation certification	22	4	8	15	4	7	10	4	2	19	2	4	14	0	2
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0
Total	67	34	44	95	32	22	95	25	12	102	26	16	89	12	11
Total par an	145			149			132			144			112		
% par thème	46 %	24 %	30 %	64 %	21 %	15 %	72 %	19 %	9 %	71 %	18 %	11 %	79 %	11 %	10 %

QS/BPA = qualité sanitaire, traçabilité et bonnes pratiques agricoles ; ENV = environnement et production durable ; ETH = commerce équitable et commerce éthique.



3.2 EDES

Le Programme EDES a démarré ses activités en 2010. Initié à la demande du Groupe des États ACP, il est financé par le Fonds européen de développement de l'Union européenne à hauteur de 29 500 000 €. C'est un Programme d'appui destiné à renforcer la capacité des filières alimentaires ACP, afin qu'elles puissent fournir des aliments sûrs aux marchés locaux, régionaux et internationaux. A cet effet, EDES soutient les acteurs publics et privés de ces filières dans la mise en place ou dans le renforcement de leurs systèmes de sécurité sanitaire des aliments.

Le COLEACP est le chef de file du consortium de 8 organisations européennes qui sont impliquées dans le Programme et qui viennent du Royaume-Uni, du Danemark et de France (voir encadré). Suite à l'évaluation à mi-parcours menée par la Commission européenne en 2013, la durée d'exécution d'EDES a été allongée et ce, à budget constant. Le programme prendra fin en décembre 2015. Début 2015, EDES était actif dans 22 pays et 37 filières et avait réalisé 71 % de son budget total.

L'appui d'EDES en pays ACP

N°	Pays	Filières	Nbre de Bénéficiaires (Inst.)	ACTIONS												EXPERTS		
				Gouvernance		Evaluation du Risque		Communication sur le Risque		Contrôles Officiels		Laboratoires		Appuis au Secteur Privé		Experts formés	Femmes expertes formées	Hommes experts formés
				Fin	En Cours	Fin	En Cours	Fin	En Cours	Fin	En Cours	Fin	En Cours	Fin	En Cours			
1	Kenya	Poisson	28	4		4				9	4	6	3		3	28	19	9
2	Cameroun	Fruits & Légumes	20	4		8			1	5		4	1	6		130	20	110
3	Sénégal	Mangue	60	6	1	8					2	2	1	5		57	8	49
4	République dominicaine	Fruits & Légumes	18	1		1	4			3	3	2	2	4	1	215	10	205
5	Burkina Faso	Mangue	44	4		10		1		8	1	6		2		14	4	10
6	Ghana	Cacao	5	1	2	1				4	1	4		2		44	4	40
7	Gambie	Poisson	1	2						4		2				1		1
8	Guinée- Bissau	Poisson	2							4								
9	Maurice	Ananas	21	2		2	1			2		2	1	2	3	12	4	8
10	Ouganda	Poisson	20	3	1					1	1	2	0			10	4	6
11	Côte d'Ivoire	Fruits & Légumes	32	2		7		1	1	5	1	6	1	3	1	41	3	38
12	Papouasie NG	Poisson	13	2	1	1				1		2				0		
13	Mauritanie	Poisson	3	1		1				4	2	8	1	2	2	4		4
14	Éthiopie	Tomate	16	2	1	1						1			1	2		2
15	Mali	Mangue	0			1										1		1
16	Fidji	Poisson	1	1	1					2		1				0		
17	Zambie	Miel	13	2		2				3					1	8	1	7
18	Madagascar	Miel, Cacao, pêche artisanale	9	3	1	3				3						6	3	3
19	Botswana	Viande de Bœuf	1	2		3				2		1			1	2	2	
20	Belize	Poisson	1		1					2						0		
21	Suriname	Porc, Poisson	10							1	1	8				0		
22	Cap-Vert	Fromage	3		1								1			0		
23	Vanuatu		1									3				0		
24	Tanzanie		16	2							4	4				15	3	12
25	Jamaïque		1	2	1					3		8				0		
26	Comores		0	1												0		
27	Congo Brazza		0	1												0		
28 à 34	Lesotho, Namibie, Seychelles, Swaziland, Zimbabwe, Togo, Nigéria									1						8	1	7
35 à 42	Iles Cook, Kiribati, Nauru, Niue, Palau, Iles Salomon, Samoa, Tonga		9													0		
TOT.			348	48	11	53	5	2	2	67	23	69	11	26	13	598	86	512
																14%	86%	



Consortium EDES - Les partenaires

- Le COLEACP, basé à Rungis (France) avec le bureau d'exécution du programme à Bruxelles (Belgique) - chef de file du consortium.
- L'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES - France)
- The National Food Institute/Danish Technical University - (NFI/DTU - Danemark)
- La Direction générale de l'alimentation (DGAL - France)
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD - France)
- The Natural Resources Institute (NRI - Royaume-Uni)
- L'École nationale des services vétérinaires (ENSV - France)
- France Vétérinaire International (FVI - France)
- The Food and Environment Research Agency (FERA - Royaume-Uni).

143 cahiers techniques

En 2014, 143 cahiers techniques en français et en anglais étaient en ligne sur le site web d'EDES, couvrant douze thèmes de la sécurité sanitaire des aliments.

Ces cahiers s'adressent aux agents des services publics responsables de la restructuration du système de sécurité sanitaire des aliments et à tous les opérateurs liés à l'élaboration de la politique sanitaire ainsi qu'à l'organisation générale des contrôles officiels des pays ACP.

Les 12 thématiques abordées couvrent tous les sujets liés à la chaîne de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments, depuis l'autocontrôle jusqu'aux laboratoires en passant par l'évaluation des risques, la réglementation et les normes, les contrôles officiels, les méthodes de formation.



Animation pédagogique

Une malette pédagogique a été produite par le Programme EDES au service des formations dans la filière pêche. Cette malette comprend plusieurs supports didactiques et outils dont : des puzzles, jeux de cartes et des flipcharts.



PAEPARD

3.3 PAEPARD

La **Plateforme de partenariats africains et européens dans le domaine de la recherche agricole pour le développement (PAEPARD)** est un programme qui soutient la collaboration en matière de recherche entre un large éventail d'organisations en Afrique et en Europe.

Dans sa deuxième phase, PAEPARD II couvre la période 2014-2017 et bénéficie d'un budget de 7,2 millions €, que l'Union européenne finance à hauteur de 80 % dans le cadre de son Programme thématique de sécurité alimentaire.

Paepard facilite la coopération scientifique entre les organisations paysannes, les groupes de la société civile, les instituts de recherche et d'enseignement, les entreprises privées et les réseaux politiques, avec pour objectif de contribuer à la lutte contre la pauvreté en Afrique.

PAEPARD est coordonné par le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), en collaboration avec Agri-natura. Le COLEACP est l'un des huit partenaires du consortium qui animent ce Programme. Il y représente le secteur privé.

Depuis 2011, le programme fonctionne selon un « processus guidé par les utilisateurs » (PGU). Les projets de recherche sont initiés par les quatre organisations de producteurs régionales, dont le COLEACP transmet les demandes vers le consortium sous forme de notes conceptuelles. Il contribue également aux ateliers de travail du Programme.

Le COLEACP a ainsi participé à l'identification et à la formulation d'un projet de recherche sur la valorisation des déchets liés à la production de mangue, qui a reçu un financement de l'Union européenne et dont la phase 2 est en cours jusqu'en 2017.

3.4 PROJET D'APPUI AU PLAN RÉGIONAL DE LUTTE ET DE CONTRÔLE DES MOUCHES DES FRUITS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le COLEACP est impliqué dans le consortium qui gère le Projet d'appui au Plan régional de lutte et de contrôle des mouches des fruits en Afrique de l'Ouest, dit « Programme Mouches des fruits », en collaboration avec deux partenaires (le Bureau d'études et de recherche pour le développement et la SOGEROM).

Ce projet se déploiera dans huit pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la période 2015-2019. Il bénéficiera d'une enveloppe de 23,5 millions €. L'Union européenne le cofinance à hauteur de 16,7 millions €, le solde étant couvert par l'Agence française de développement (1,5 million €) et par les contributions des États concernés (5 millions €), en nature ou en numéraire.

L'objectif du projet est de soutenir les producteurs maraîchers dans leur lutte quotidienne contre ces ravageurs frugivores, de manière à préserver et protéger la filière fruits et légumes, source de nombreux emplois. Il s'agit donc d'élaborer une stratégie commune de contrôle et d'établir, sur un plan régional et national, des programmes de surveillance et de lutte.

Le comité de coordination du projet est basé à Bamako (Mali) et est constitué du chef de projet et des responsables des composantes Surveillance, Lutte et Renforcement des capacités.

Le rôle du COLEACP dans ce programme est d'apporter un appui méthodologique et technique à ce comité de coordination, qui pourra ainsi bénéficier de l'expérience, des méthodes et des outils développés par le COLEACP dans le cadre de ses programmes PIP, EDES et PAEPARD. Les experts du COLEACP interviendront à tour de rôle pour transférer leur savoir-faire vers les acteurs du projet et travailleront en partenariat à l'élaboration de solutions techniques et à leur vulgarisation.





3.5 PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE MANGUE EN GUINÉE

Le COLEACP est un des acteurs du **Projet de développement de la filière mangue en Guinée (PRODEFIMA-Guinée)**. Ce projet, mené par l'Agence guinéenne de la promotion des exportations (Aguipex), couvre la période 2014-2017. Il est financé à hauteur de 3 million USD par le Centre du commerce international (CCI) de l'Organisation mondiale du commerce, via son programme de développement Cadre Intégré Renforcé (CIR).

L'objectif de PRODEFIMA-Guinée est de relancer la production de la mangue d'exportation en Guinée. Les producteurs, les exportateurs, les acteurs intermédiaires et les instances réglementaires en seront les principaux bénéficiaires, de même que l'Aguipex elle-même. Le COLEACP s'occupera du renforcement des capacités de ces acteurs. Des synergies avec le programme Mouches des fruits (voir 3.4) seront établies.

Il est prévu de renforcer les capacités sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la mangue dans deux régions : la Guinée occidentale et la Guinée orientale. Plus de 85 % des habitants de ces régions tirent leurs revenus de la production de mangue, pour l'essentiel des femmes, qui mènent cette activité arboricole parallèlement à leurs activités de jardinage et d'artisanat.

4

VIE DU RÉSEAU ET PARTENARIATS

K PROMOTING
URAL TRADE



Union européenne et représentations ACP

Le COLEACP informe régulièrement les représentants des pays ACP à Bruxelles - le Secrétariat ACP et les ambassades - des avancées de ses programmes et de ses actions.

Secrétariat Général ACP

- Participation aux journées portes ouvertes, en octobre.
- Echanges réguliers d'informations.

Commission européenne

- Sessions régulières d'information et de formations sur demandes de différentes DG (DG DEVCO, DG SANCO, DG AGRI et DG TRADE).
- Exposition universelle MILANO 2015 : constitution d'un dossier de candidature en partenariat avec le Secrétariat Général ACP, la DG DEVCO, les associations de petits producteurs Caribbean Farmers Network (CaFAN), la Fédération des Agriculteurs de l'Afrique de l'Est et la faculté Agro-Bio Tech de Gembloux, en vue d'être sélectionné comme l'un des 15 exemples de « best practices » au service de la sécurité alimentaire et du développement durable des pays du Sud.



Autres programmes de coopération UE-ACP

Conformément à la recommandation de la Commission européenne, le COLEACP met l'accent sur la collaboration avec d'autres institutions et programmes soutenus par l'UE afin de veiller à ce que son action soit cohérente et qu'il n'y ait pas d'activités redondantes.

Principaux partenaires de l'UE :

- **Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)** - Participation aux briefings du CTA, conférences et événements.
- **Vegitrade** - Participation à un événement de clôture sur le partage des résultats de la sécurité alimentaire dans le contexte de la mondialisation des échanges.
- **ACP-UE TBT Programme** - Action conjointe en République dominicaine sur le renforcement de capacités du secteur de l'ananas.

Agences de coopération bilatérales UE

En dehors du fait d'être en contact étroit avec les agences de coopération des États membres, le COLEACP assure la coordination et, si possible, le travail conjoint avec les programmes de travail dans les mêmes secteurs ou connexes.

Partenaires principaux :

- **Agence française de développement** (AFD - France)
- **Department for International Development** (DFID - UK)
- **Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit** (GIZ - Allemagne)
- **Stichting Nederlandse Vrijwilligers** (SNV - Pays-Bas)
- **Centrum tot Bevordering van de Import uit Ontwikkelingslanden** (CBI - Pays-Bas)
- **Agence belge de développement** (CTB - Belgique)

Platform Small Farmers Big business

Small Farmers Big Business est une plateforme de collaboration sur la thématique de l'engagement du secteur privé dans le développement d'une agriculture durable en Afrique. Elle implique notamment la GIZ et la SNV.

Organisations internationales

Le COLEACP amplifie et relaie les initiatives des organisations internationales qui contribuent à renforcer le savoir-faire agricole et le commerce de produits alimentaires dans les pays en développement.

Banque mondiale – Programme de sécurité alimentaire mondiale

Conférences, groupes techniques de travail, plans d'action nationaux.

Nations Unies – L'organisation pour l'alimentation et l'agriculture

- Projet régional de Renforcement des Capacités des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour la réduction des pertes agricoles et les risques des pesticides pour la santé et l'environnement.
- Procédure de réglementation avec le Comité sahélien des pesticides (CSP).
- Forum mondial de la Banane, TR4 Task Force.

Organisation mondiale du commerce – Centre international du commerce

- Participation au Salon professionnel pour le développement durable (T4SD), panéliste à l'atelier « Making Sense Of Sustainability Initiatives In International Supply Chains »
- Participation au programme « SustainabilityXchange ».
- Promotion des « standards ITC Map » pour l'industrie horticole ACP (ateliers de formation des formateurs).

Organisation mondiale du commerce – Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF)

- Dialogue en cours sur les règlements et les normes privées.
- Contribution à l'initiative sur les cultures mineures.

Union Africaine

Atelier régional sur la bactériose de la mangue.

Prescripteurs de normes privées

Le COLEACP exprime la voix des ACP dans le processus d'établissement des normes, afin de préserver l'inclusivité du commerce des fruits et légumes et en particulier de veiller à ce que l'impact sur les opérateurs ACP en particulier les petits producteurs, soit pris en compte.

Représentation officielle :

GLOBALGAP, Global Food Safety Initiative (GFSI), ISEAL Alliance, Global Social Compliance Programme (GSCP), Business Social Compliance Initiative (BSCI), International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM), Rainforest Alliance (RA), British Retail Consortium Global Standards (BRC).

Le secteur des fruits et légumes

L'implication du COLEACP dans la « Global Food Safety Initiative » et le « Global Social Compliance Programme » a permis de se positionner au sein de la grande distribu-



tion mondiale et de l'industrie alimentaire. Le COLEACP est ainsi en bonne position pour défendre les opérateurs des pays ACP et influencer les politiques commerciales des détaillants et en particulier les normes pratiquées.

IPL-ASDA & OXFAM poverty footprinting study

Le COLEACP est membre d'un groupe consultatif.

FRESHFEL

Le COLEACP est membre d'un Groupe de travail sur la qualité des aliments en Europe.

UK Fresh Produce Consortium

Le COLEACP est impliqué dans un groupe technique.

Frugiventa (Netherlands), Fresh Trade (Belgium) et Fédération française des importateurs de fruits et légumes (France)

Le COLEACP entretient et favorise des relations avec les représentations professionnelles du secteur, en particulier sur les questions d'actualités prioritaires.

VIE ET PROMOTION DES ACP

«Excellences»



- Tournage et montage d'une série de 12 programmes courts culinaires, à destination de chaînes TV, devant contribuer à la promotion de la qualité des fruits et légumes ACP. Chaque programme court implique l'épouse d'un Ambassadeur ACP à Bruxelles.
- Production d'un livre en collaboration avec l'association des épouses des Ambassadeurs ACP à Bruxelles, présentant leurs pays et des recettes culinaires traditionnelles utilisant notamment des fruits et légumes frais.



Gala ACP

Participation au gala annuel des ACP à Bruxelles. (Mai 2014)



GALA de charité Ebola

Appui à l'organisation d'un gala de charité permettant de récolter des fonds destinés à Médecins sans Frontières dans le cadre de la lutte contre Ebola en Afrique de l'Ouest. (Décembre 2014)

5

PERSPECTIVES 2015



5.1 GESTION DES PROGRAMMES PIP 2 ET EDES EN 2015

- Aménager au mieux la phase finale des programmes PIP2 et EDES, prolongés jusque fin 2015, dans le cadre de la clôture de leurs activités.
- Veiller à ce que l'audit final des dépenses de l'année 2015 et l'évaluation finale du PIP et d'EDES se déroulent dans les meilleures conditions.
- Réaliser une nouvelle enquête auprès des bénéficiaires des programmes, en vue d'une amélioration de l'appui ultérieur, notamment en suivant l'impact de l'action des programmes sur les bénéficiaires et en identifiant de nouveaux pays et de nouvelles filières d'intervention.
- Poursuivre le travail de perfectionnement de l'efficacité des programmes, afin d'une part de réaliser des économies d'échelle en augmentant le nombre d'actions collectives et, d'autre part, de mesurer les besoins en matière de disponibilités de services locaux d'appui aux entreprises et aux services publics.



Collaborer avec des programmes locaux/régionaux œuvrant dans l'appui aux filières locales/régionales afin de développer des synergies et de susciter des effets multiplicateurs - il s'agit notamment de multiplier les synergies entre PIP et EDES.

5.2 PERSPECTIVES POST-2015

Une stratégie

Notre vision stratégique de l'après-2015 se fonde sur nos réalisations, à la fois en termes de méthodologie et de ressources humaines : notre réseau de plus de 1000 experts locaux nous permet de déployer nos activités dans 50 pays ACP. Ces réalisations nous donnent aujourd'hui la faculté d'aider les acteurs des filières agroalimentaires à libérer le potentiel agricole des pays ACP et de renforcer ses avantages comparatifs, de manière à augmenter son inclusivité et sa compétitivité, par le biais d'un programme volontaire qui vise la consolidation des trois piliers de la durabilité.



Un Programme

Le programme post-2015 du COLEACP visera à promouvoir un nouveau modèle agricole combinant innovation, nouvelles technologies et agriculture durable et à aider les petits producteurs à s'imposer comme des fournisseurs compétitifs dans les chaînes de valeur durables. Améliorer l'accès au marché en aidant les opérateurs ACP à se conformer aux changements réglementaires et commerciaux restera un volet important de ce Programme. L'approche du COLEACP se concentrera également sur le développement de la valeur ajoutée des marchandises exportées et sur la diversification des produits et des marchés, cela en améliorant l'environnement des affaires, en développant les partenariats public-privé, et en contribuant au développement économique des PME et des petits exploitants impliqués dans les filières agroalimentaires ACP.

Un domaine d'actions élargi

Le COLEACP a élaboré un nouveau programme qui, en utilisant l'horticulture d'exportation comme un facteur de modernisation de l'agriculture, vise à améliorer la qualité des aliments et les contrôles qualité pour les marchés locaux et régionaux, à étendre le savoir-faire de l'horticulture à d'autres secteurs importants comme le café, le cacao, le thé et l'agriculture vivrière, à augmenter le nombre de bénéficiaires, à élargir l'aire d'intervention vers des pays qui n'étaient pas couverts par les programmes précédents en raison du manque de ressources, à cibler plus directement l'industrie de transformation des aliments, à développer des logiques d'intervention intégrée via l'établissement de partenariats avec les principaux intervenants.





Du petit producteur à la multinationale

Le COLEACP croit fermement en l'importance de la construction d'un tissu économique complet, varié, inclusif, où chacun des acteurs de la chaîne de valeur exerce un rôle et apporte sa valeur ajoutée, du petit producteur à la multinationale, en passant par les PME locales. Parfois, la tentation est grande pour les leaders de l'agroalimentaire de simplifier les schémas en raccourcissant les chaînes par l'intégration verticale. N'est-ce pas là une façon de reproduire des schémas de dépendance vis-à-vis de quelques entreprises ?

Un avenir pour les jeunes agriculteurs

La tentation est parfois grande de vouloir maintenir coûte que coûte les petits producteurs dans les filières, au point d'en arriver à « promouvoir la pauvreté » lorsque les conditions dans lesquelles les petits producteurs évoluent ne débouchent pas sur une amélioration économique rapide, qui leur permette de passer du secteur informel au secteur formel et qui donne à leurs enfants l'envie de développer l'affaire familiale durablement. Il est fondamental que les jeunes agriculteurs gardent l'espoir d'une vie meilleure.

Des principes d'action basés sur l'expérience

La principale leçon apprise au cours des 12 dernières années, c'est de faire confiance aux ressources humaines locales, à tous les niveaux. Non seulement dans la mise en œuvre de notre appui, mais également dans la conception de nos interventions, de notre méthodologie et de nos outils. Nous avons également pu associer le succès de notre action à trois facteurs clés :

- **L'appropriation** - Il faut que l'entreprise ou l'institution bénéficiaire ait initié un plan d'action, qu'elle ait participé à sa définition et qu'elle soit responsable de sa mise en œuvre.
- **L'approche intégrée** - L'appui doit viser non seulement les entités de production, mais aussi leur environnement, y compris les autorités locales compétentes.
- **L'approche différenciée** - Le soutien doit être accordé selon une approche différenciée en fonction des acteurs, en particulier quand il s'agit de l'appui au secteur privé. Cette approche doit en plus suivre des critères clairs : nous analysons et déterminons, au cas par cas, l'ajout de valeur créé par notre intervention ; nous nous assurons de ne pas fausser le marché en adoptant un principe de non-substitution aux acteurs locaux ; nous évaluons la possibilité d'utiliser l'appui apporté à une entité pour en démontrer les effets positifs à d'autres entités ; nous veillons toujours à préserver un ratio de partage des coûts ; chaque intervention doit avoir un impact mesurable que nous évaluons grâce à un suivi rigoureux ; et, enfin, grâce à notre nouveau programme « durabilité et compétitivité », nos bénéficiaires doivent s'engager sur la voie de l'amélioration continue de leurs fonctions sociale, environnementale et économique.

6

MINI FICHES PAYS

Le COLEACP est actif dans 50 pays ACP. Sont repris ci-après pour les principaux pays les chiffres clés représentatifs des activités des Programmes PIP et EDES.



BÉNIN



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	49
Montant total des projets	1.040.875€
Nombre de sessions de formation	26
Nombre de participants	235

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Ananas

BÉLIZE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2014

Nombre de projets d'appui	3
Montant total des projets	73.994€
Nombre de sessions de formation	2
Nombre de participants	18

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Pêche

BOTSWANA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	10
Montant total des projets	300.735€
Nombre de sessions de formation	9
Nombre de participants	169

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Viande

BURKINA FASO



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	110
Montant total des projets	3.773.381€
Nombre de sessions de formation	140
Nombre de participants	1.399

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangues, haricots

BURUNDI



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	6
Montant total des projets	128.183€
Nombre de sessions de formation	1
Nombre de participants	12

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangues, haricots

CAMEROUN



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	145
Montant total des projets	3.994.571€
Nombre de sessions de formation	87
Nombre de participants	977

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Café, cacao, ananas, fruits et légumes

CAP-VERT



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2013

Nombre de projets d'appui	1
Montant total des projets	2.858€
Nombre de sessions de formation	0
Nombre de participants	0

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Produits laitiers (fromage)

CONGO (Brazzaville)



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2014

Nombre de projets d'appui	1
Montant total des projets	14.800€
Nombre de sessions de formation	0
Nombre de participants	0

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

N.D.

CÔTE D'IVOIRE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	178
Montant total des projets	8.972.320€
Nombre de sessions de formation	170
Nombre de participants	1.864

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Noix de coco, mangue, cacao, produits maraîchers

ETHIOPIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	39
Montant total des projets	1.490.424€
Nombre de sessions de formation	19
Nombre de participants	246

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Tomate, poisson, aromates, fruit de la passion

FIDJI



APPUI DU COLEACP DEPUIS ?

Nombre de projets d'appui	3
Montant total des projets	42.039€
Nombre de sessions de formation	0
Nombre de participants	0

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Poisson

GABON



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2014

Nombre de projets d'appui	1
Montant total des projets	24.470€
Nombre de sessions de formation	2
Nombre de participants	30

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Secteur agroalimentaire

GAMBIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	11
Montant total des projets	250.932€
Nombre de sessions de formation	7
Nombre de participants	40

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Poisson

GHANA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	104
Montant total des projets	5.641.535€
Nombre de sessions de formation	93
Nombre de participants	1.035

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Ananas, mangue, cacao

GUINÉE (Conakry)



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	12
Montant total des projets	538.489€
Nombre de sessions de formation	6
Nombre de participants	31

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangue, poisson

GUINÉE-BISSAU



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2013

Nombre de projets d'appui	1
Montant total des projets	39.877€
Nombre de sessions de formation	0
Nombre de participants	0

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Poisson

JAMAÏQUE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	37
Montant total des projets	1.380.597€
Nombre de sessions de formation	23
Nombre de participants	260

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Produits issus de l'agro-industrie

KENYA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	307
Montant total des projets	18.908.137€
Nombre de sessions de formation	474
Nombre de participants	6.295

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Haricots, pois, légumes asiatiques, mini légumes, piment, mangue, fruit de la passion, avocat, poisson

MADAGASCAR



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	85
Montant total des projets	3.279.806€
Nombre de sessions de formation	63
Nombre de participants	628

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Litchi, haricots, cacao, miel, produits halieutiques

MALI



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	70
Montant total des projets	2.537.033€
Nombre de sessions de formation	71
Nombre de participants	767

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Mangue

MAURICE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	32
Montant total des projets	843.740€
Nombre de sessions de formation	12
Nombre de participants	175

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Ananas, miel, poulet

MAURITANIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	19
Montant total des projets	246.042€
Nombre de sessions de formation	7
Nombre de participants	161

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Poisson

MOZAMBIQUE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	5
Montant total des projets	446.151€
Nombre de sessions de formation	15
Nombre de participants	196

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mini maïs, piments, haricots

NIGERIA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	42
Montant total des projets	858.006€
Nombre de sessions de formation	7
Nombre de participants	68

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais

UGANDA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	130
Montant total des projets	5.663.072€
Nombre de sessions de formation	248
Nombre de participants	3.585

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Ananas, piments, poisson, café

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	7
Montant total des projets	334.318€
Nombre de sessions de formation	4
Nombre de participants	58

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Café, cacao, poisson

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	8
Montant total des projets	127.099€
Nombre de sessions de formation	0
Nombre de participants	3

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	78
Montant total des projets	2.482.055€
Nombre de sessions de formation	41
Nombre de participants	801

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Légumes asiatiques, ananas, mangue, avocat

RWANDA



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	14
Montant total des projets	494.970€
Nombre de sessions de formation	15
Nombre de participants	143

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais

SAINTE-LUCIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	1
Montant total des projets	164.505€
Nombre de sessions de formation	1
Nombre de participants	7

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais

SÉNÉGAL



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	148
Montant total des projets	6.700.903€
Nombre de sessions de formation	173
Nombre de participants	1.760

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangue, tomate, haricot, pastèque, produit halieutique

SURINAME



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	14
Montant total des projets	368.786€
Nombre de sessions de formation	6
Nombre de participants	93

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Piments, bacowen, awara, knippa, sopr, boul, antroew, oker, poisson

TANZANIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	42
Montant total des projets	2.539.520€
Nombre de sessions de formation	43
Nombre de participants	612

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais, poisson

TOGO



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	12
Montant total des projets	308.880€
Nombre de sessions de formation	9
Nombre de participants	104

PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Ananas

ZAMBIE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	30
Montant total des projets	1.491.255€
Nombre de sessions de formation	44
Nombre de participants	516

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Pois, haricot, mini maïs, mini carotte, brocoli, piment, oignon, miel

ZIMBABWE



APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	25
Montant total des projets	1.241.450€
Nombre de sessions de formation	30
Nombre de participants	53

PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Pois, haricot, mini maïs, mini carotte, brocoli, piment, oignon



7

TÉMOIGNAGES 2014



5th EU-Africa Business Forum
H.E. Akinwumi Adesina
Ministry of Agriculture

5th EU-Africa Business Forum
Jerzy Plewa
DG AGRI & Rural Dev.

« The current EDES intervention is proving to be very helpful and the training opened our eyes on many things. We are really enthusiastic about putting into practice what we have learned ».

Gianna Karg, Director of the Veterinary Laboratory (Suriname)

« Je remercie le PIP d'avoir envoyé les supports pédagogiques pour notre formation. J'avoue avoir compris beaucoup de choses indispensables pour exporter des mangues de haute qualité en les lisant. Nous sommes très contents de la mise en œuvre de notre partenariat avec vous ».

Alassane Traore, GLOBAL MERCURE SARL (Mali)

« Nous sommes très satisfaits de la mission de votre expert et de sa méthode de travail. Nous sommes très reconnaissants envers EDES et souhaitons que notre partenariat porte le maximum de fruits ».

Alphonse YAKORO, Directeur de la Coordination Technique et de l'Assurance Qualité Laboratoire National de Santé Publique (Burkina Faso)

« I have been working with an union of farmers for the last 6 weeks to help them to achieve GLOBALG.A.P. certificates. We were doing trainings on Hygiene, Crop protection, Internal Auditors and coaching. There is also an interest in online PIP trainings which I think is very positive ».

Habtamu Ligabo, Senior Trainer (Ethiopia)

« Nous sommes très satisfaits de sa mission. Nous n'avions pas encore reçu d'expert de sa trempe et avec une telle méthode de travail. Naturellement, nous allons nous y mettre dès à présent pour atteindre l'accréditation dans les meilleurs délais. Les défis sont certes nombreux mais pas impossibles à relever et nous aurons encore besoin de l'appui d'EDES. Dès mon retour au travail je répondrai formellement aux questions que tu as posées. D'ores et déjà reçois les vifs remerciements du LNSP, au nom du DG et de l'ensemble du personnel impliqué pendant cette mission. Nous sommes très reconnaissants à EDES que vous représentez valablement et souhaitons que le partenariat porte le maximum de fruits. Merci encore ».

Alphonse Yakoro, labo National de Santé Publique au Burkina

« Merci au COLEACP et au programme PIP car grâce à vous et à vos collaborateurs, nous avons obtenu notre certificat. Nous sommes passés de 40 à 300 tonnes de mangues exportées en une année ».

Abdala Diallo, GIE Blanche (Mali)

« Even before the M&E mission, the success of EDES laboratory training in Tanzania was very vivid. The laboratories trained are now using expertise gained for routine work and some are in the process of extending the accreditation scope for the technicians trained. Laboratories such as NFQCL TFDA and TBS procured new PCR in the hope to be trained on respective techniques with EDES experts. As these labs have had practical benefits from other training courses they took the initiative to plan for procurement of the required equipment. I hope Tanzania will be one of the success stories for laboratory training among the ACP countries. I wish for you the opportunity to participate in the M&E to see for yourself ».

Dr. Adelard Mtenga (PhD), Tanzania Food and Drugs Authority (TFDA)

« Thank you COLEACP for considering our company and we hope we will continue to work together. This training really changed our perspective and we will completely implement what we were learned ».

Purity Muraguri, System Auditor Quality Farm Produce (Kenya)

« Thank you very much for organizing and supporting the Training Needs Assessment Workshop. This was an eye-opener for us and I believe that going forward, we will be able to provide an effective and cost effective training to our staff. We had a great time and the trainers were fabulous ».

Christine Shikuku, HR/CSR Manager for the company Tambuzi (Kenya)

« Je me réjouis d'avoir participé à votre formation. Veuillez recevoir en retour mes vifs remerciements pour votre précieuse contribution et vos connaissances ».

Seyba Bagayoko, Consultant (Mali)

« J'adresse au COLEACP mes vifs remerciements suite à votre assistance pour l'obtention de mon certificat GLOBALG.A.P. Je compte depuis toujours sur votre appui pour faciliter mes relations commerciales avec des opérateurs européens ».

Djoumé Diakite, Promoteur de MALI FRUITS & LEGUMES SARL - Mali

« Merci pour ceux qui m'ont précédé par leurs mails. Avec EDES, nous constituons plus qu'une équipe engagée et solidaire, mais une famille. A tous, je souhaite une merveilleuse année 2015 ».

Dr Ba Abou Sidi, Directeur de l'Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (ONISPA)

« We specifically thank the PIP team for the very useful recent training in the TNA method held in Tigonj which was very helpful and relevant to our production process. It was a real eye opener ».

Benson Njoroje, Technical Manager - GREENLANDS

« Merci à la cellule formation du PIP dans son ensemble pour avoir facilité ma participation à la formation, et merci à nos 2 formateurs ».

Lanciné Traore, Guinée

« Permettez-moi de vous remercier du fond du cœur pour la bonne organisation de cette formation très importante pour les producteurs de manguiers ».

Tikeng, Cameroun

« La formation a atteint ses objectifs et toute mon équipe a été satisfaite. Il nous reste à la valoriser dans notre travail quotidien ».

Jean-Marie Sop, UNAPC (Cameroun)

« Thanks to this workshop, all stakeholders in the food supply chain are well informed, closely linked and highly responsive to local and international market requirements and demands ».

Dr. Vele Pat Ila'ava, Acting Agriculture and Livestock Department Secretary (Papua New Guinea)



« Merci au PIP pour cette opportunité de renforcement de nos capacités et pour l'animation dynamique et structure ».

Koné Daouda, Phytopathologiste, AES Investigation (République de Côte d'Ivoire).

« Au nom de toute l'équipe, je remercie le PIP pour toute l'assistance que vous nous avez apportée tout au long de ce processus.

Calvin Picker, AFRICA BIO (Cameroun)

« La formation sur la traçabilité nous a été d'un grand apport, nous avons vu quelles sont nos lacunes en matière de traçabilité ».

Claire Ebong, FAPL (Côte d'Ivoire)

« Merci pour ton engagement et l'intensité de tes démarches pour avancer au plus vite dans les actions issues de la Réunion du Comité de Pilotage avec le Programme EDES. Je constate avec satisfaction que les choses se concrétisent avec la FNP. Je suis de très près tous les messages partagés. Bon courage à tous.

Dr Ba Abou Sidi, Directeur de l'Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (ONISPA)

« Nous venons de recevoir le Certificat de Conformité à la culture biologique de la mangue et du citron. Merci à vous et votre équipe pour le soutien déterminant apporté ! ».

COFRUNO

« La comanord ne vous remerciera jamais assez pour tout ce que vous faites pour nous ».

Soro Comanord (Sénégal)

« Bonjour chère équipe du Coleacp, Un grand remerciement pour tout le boulot que vous faites à travers les entreprises des pays ACP. Merci pour tout le soutien apporté, bonne continuation, plein de succès ! ».

Mme Seynabou Senghor Faye, Responsable Assurance Qualité Van Oers Sénégal Kirène Rte de la Cimenterie

« Je saisis l'occasion pour dire la satisfaction partagée de l'ONISPA, la FNP et l'Expert Dr NDiaye pour le bon déroulement de l'Atelier de validation des livrets du Guide Sectoriel Pêche ».
Félicitations aux participants, chapeau au logisticien.

Dr Ba Abou Sidi, Directeur de l'Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (ONISPA)

« On behalf of Kandia FPS Ltd, I would like to take this opportunity to thank PIP for the support given in ensuring the success of the training. Our gratitude also goes to the trainer, Jedidah Wandutu for the recommendable work done in ensuring that the training expectations were fully met. The knowledge and skills acquired will play a tremendous role in the company's operations both in the field and in the packhouse level. Thank you all ».

Humphrey Muhongo,
 HYGIENE AND FTW TRAINING-KANDIA FRESH PRODUCE (Kenya)

Nous sommes donc heureux et soulagés, mais conscients des efforts qui devront être faits pour maintenir ce niveau et améliorer encore notre système.
 Au nom de toute l'équipe d'AFRICA BIO, je vous remercie, vous personnellement, et le PIP, pour toute l'assistance que vous nous avez apportée tout au long de ce processus.

Calvin Picker, AFRICA BIO

La formation sur la traçabilité nous a été d'un grand apport, nous avons vu quelles sont nos lacunes en matière de traçabilité. Nous nous sommes rendus compte qu'il fallait faire aussi du volume. Nous sommes en train de mettre en place une spéculation commune qui nous servira de base pour la mise en place de la traçabilité.

Claire Ebong, FAPL





COLEACP

